



**CANNES
PAYS DE
LÉRINS**

Communauté d'agglomération de
Cannes, Le Cannet, Mandelieu-La Napoule,
Mougins et Théoule/Mer

Dossier de Déclaration d'Intérêt Général pour l'entretien du vallon de la Foux sur les communes de Cannes, du Cannet et de Mougins

Avril 2024

CACPL

Pôle Cycles de l'Eau

28 Bd du Midi Louise Moreau, 06150, Cannes



SOMMAIRE

I.	CADRE ET OBJET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL	5
1.	Dépositaire de la demande	5
2.	Résumé non technique.....	5
3.	Dossier de Déclaration d'Intérêt Général.....	6
II.	MEMOIRE JUSTIFIANT L'INTERET GENERAL DES OPERATIONS	10
1.	Présentation du vallon de la Foux	10
2.	Diagnostic et état des lieux du réseau	12
2.1.	Méthodologie des prospections.....	12
2.2.	Etat des lieux du Vallon de la Foux.....	12
2.3.	Diagnostic d'entretien du Vallon.....	25
2.4.	Objectif du diagnostic.....	25
2.5.	Résultats du diagnostic d'entretien et priorisation des enjeux d'entretien	30
2.6.	Prélèvements et analyse des sédiments	50
3.	Diagnostic écologique	51
3.1.	Enjeux écologiques sur le vallon de la Foux	51
4.	Nature des travaux	55
4.1.	Curage et travaux de petite maçonnerie.....	55
4.2.	Traitement des embâcles naturels et anthropiques	55
5.	Périmètre de la DIG	56
5.1.	Procédure de travaux commis d'office	56
5.2.	Schéma récapitulatif du périmètre de la DIG.....	57
6.	Intérêt général des travaux	58
6.1.	Enjeux de la zone d'intérêt général.....	58
6.2.	Importance de l'entretien des cours d'eau	58
6.3.	Un projet compatible avec le SDAGE	59
III.	MEMOIRE EXPLICATIF.....	60
1.	Description des interventions dans le cadre de la DIG	60
1.1.	Curage et travaux de petite maçonnerie.....	60

1.2. Traitement des embâcles naturels et anthropiques	60
2. Description des interventions par procédure de travaux commis d’office ou sur les parcelles publiques	61
2.1. Débroussaillage des herbes, entretien de la végétation.....	61
3. Calendrier prévisionnel d’entretien pluriannuel.....	63

ANNEXE 1 : CADRE REGLEMENTAIRE DE LA DIG

ANNEXE 2 : ATLAS CARTOGRAPHIQUE ET PARCELLAIRE

ANNEXE 3 : INVENTAIRE FAUNE FLORE HABITAT

ANNEXE 4 : DELIBERATION DIG DU VALLON DE LA FOUX

CACPL

Pôle Cycles de l'Eau

28 Bd du Midi Louise Moreau, 06150, Cannes



I. CADRE ET OBJET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL

1. Dépositaire de la demande



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CANNES PAYS DE LERINS

CS 50044

06 414 Cannes Cedex

N° de SIRET : 200 039 915 00018

2. Résumé non technique

Afin de ne pas alourdir la lecture du présent dossier, cette partie énonce sommairement la motivation qui a amené la CACPL à déposer une demande de déclaration d'intérêt générale. Vous trouverez le cadre réglementaire complet en Annexe 1.

Les propriétaires riverains de cours d'eau non domaniaux ont pour obligation l'entretien des lits et des berges, et doivent assurer le bon écoulement des eaux (article L.215-14 du Code de l'Environnement).

Concernant les vallons, ne relevant pas de la Loi sur l'Eau, si l'axe d'écoulement traverse le cadastre d'un propriétaire, ce dernier a l'obligation « de ne pas s'opposer à l'écoulement des eaux pluviales ».

Cet entretien courant qui revêt un caractère d'intérêt général comprend : l'entretien de la végétation, le retrait des embâcles naturels et anthropiques ainsi que le curage des sédiments qui peuvent s'accumuler et en conséquence s'opposer à l'écoulement des eaux pluviales et aggraver le risque inondation.

Une majorité du linéaire des cours d'eau et vallons du territoire de l'Agglomération Cannes Lérins (CACPL) se situe en en domaine privé, or les travaux d'entretien de curage des zones d'atterrissement, d'enlèvement des embâcles, qui résultent principalement de phénomènes naturels d'érosion et de transport solide nécessitent une coordination et des moyens techniques hors de portée d'un particulier.

C'est pourquoi, la CACPL a mis en place une procédure spécifique pour l'entretien courant des vallons et des cours d'eau du territoire. En effet, l'entretien de la végétation reste à la charge des propriétaires riverains et une procédure de travaux commis d'office s'applique en cas de propriétaires défaillants pour ce type d'entretien. Par ailleurs, les travaux d'entretien relatifs au curage et d'enlèvement des embâcles sont pris en charge par l'Agglomération Cannes Lérins au travers des déclarations d'intérêt général (DIG).

CACPL

Pôle Cycles de l'Eau

28 Bd du Midi Louise Moreau, 06150, Cannes



En effet, la procédure de DIG pour l'entretien courant des vallons, définie par les articles R. 214-88 à R. 214-104 du Code de l'Environnement, permet aux collectivités publiques d'entreprendre des travaux à caractère d'intérêt général visant la prévention contre les inondations, l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau non domanial en lieu et place des propriétaires riverains.

Les travaux d'entretien sont réalisés par les agents communaux ou par des entreprises privées mandatées par l'Agglomération Cannes Lérins en fonction des cas.

La mise en place de cette stratégie alliant les procédures de travaux commis d'office pour l'entretien de la végétation et la procédure de DIG permet actuellement d'obtenir un état très satisfaisant des vallons sur le plan du dégagement des sections hydrauliques.

La DIG permet, par ailleurs, d'appliquer d'office la servitude prévue aux articles L.151-36 et suivants du Code Rural, garantissant l'accès aux parcelles privées pour le personnel d'entretien et les engins et permettant donc l'accès pour les contrôles d'entretien.

C'est dans ce contexte que la CACPL souhaite mettre en place une Déclaration d'Intérêt Générale (DIG) d'entretien sur le vallon de la Foux et ses affluents.

Le présent dossier constitue la demande de la DIG pour l'entretien courant du vallon de la Foux, en permettant à la CACPL ou à son prestataire, de :

- **circuler sur des parcelles privées**
- **se substituer aux propriétaires riverains pour l'entretien relatif au curage, enlèvement d'embâcles et travaux de petites maçonneries,**
- **investir des fonds publics sur des terrains privés : prise en charge financière des travaux incombant aux particuliers par l'Agglomération Cannes Lérins (curage, enlèvement d'embâcles et travaux de petite maçonnerie).**

Il est précisé que les vallons ne sont pas identifiés comme des cours d'eau au sens de la "loi sur l'eau". Ainsi, les procédures d'autorisation et de déclaration au titre des articles L.214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement ne s'appliquent pas pour les opérations d'entretien strict telles qu'envisagées.

Par ailleurs, la dispense d'enquête publique prévue par l'article L. 151-37 du code rural ne s'applique pas aux axes d'écoulement d'eaux pluviales. **En conséquence cette DIG est soumise à une enquête publique d'une durée d'un mois en application des articles R. 214-88 à R. 214-103 du Code de l'Environnement.**

3. Dossier de Déclaration d'Intérêt Général

La DIG est déposée en application du 4° **Maitrise des eaux pluviales et du ruissellement** de l'article L. 211-7 du Code de l'environnement. Cette procédure, instituée par la loi sur l'eau de 1992, permet à un maître d'ouvrage d'entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages et

installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, visant l'aménagement et la gestion de l'eau.

L'article L151-37 du Code rural et de la pêche maritime indique que le programme des travaux est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement.

L'enquête publique est régie par les articles R214-88 à 104 du Code de l'Environnement, en particulier les articles suivants :

Article R. 214-102

Lorsque l'opération mentionnée à l'article R. 214-88 n'est soumise ni à autorisation ni à déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6, le dossier de l'enquête mentionné à l'article R. 214-91 comprend les pièces suivantes :

1° Les pièces mentionnées à l'article R. 123-8 (cf. détail ci-après) ;

2° Les pièces mentionnées au I de l'article R. 214-99 ;

3° S'il y a lieu, les pièces mentionnées au II de l'article R. 214-99 (cf. détail ci-après).

➤ **Le projet ne demande pas de participation financière**

Article R. 123-8

[...] Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis :

a) L'étude d'impact et son résumé non technique, ou l'étude d'impact actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article [L. 122-1-1](#), ou le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique ;

➤ **Le projet n'est pas soumis à étude d'impact**

b) Le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité mentionnée au IV de l'article [L. 122-1](#) ou à l'article [L. 122-4](#) ou, en l'absence d'une telle décision, la mention qu'une décision implicite a été prise, accompagnée pour les projets du formulaire mentionné au II de l'article [R. 122-3-1](#) ;

➤ **Le projet n'est pas soumis à examen**

c) L'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1, le cas échéant, au III de l'article L. 122-1-1, à l'article [L. 122-7](#) du présent code ou à l'article [L. 104-6 du code de l'urbanisme](#), ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale ;

➤ **Le projet n'est pas soumis à ces articles**

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article [L. 181-8](#) et son résumé non technique, **une note de présentation** précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La **mention des textes qui régissent l'enquête publique** en cause et l'indication de la **façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative** relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;

➤ **Le projet n'est pas concerné par d'autres avis**

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles [L. 121-8](#) à [L. 121-15](#), de la concertation préalable définie à l'article [L. 121-16](#) ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article [L. 121-13](#) ainsi que, le cas échéant, le rapport final prévu à l'article L. 121-16-2. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

➤ **Le projet ne fait pas l'objet d'une procédure de débat public ou de concertation préalable**

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance ;

➤ **Le projet n'est pas concerné par d'autres autorisations**

Article R. 214-99

1° Un mémoire justifiant l'intérêt général ou l'urgence de l'opération ;

2° Un mémoire explicatif présentant de façon détaillée :

- a) Une estimation des investissements par catégorie de travaux, d'ouvrages ou d'installations ;
- b) Les modalités d'entretien ou d'exploitation des ouvrages, des installations ou du milieu qui doivent faire l'objet des travaux ainsi qu'une estimation des dépenses correspondantes

3° Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et d'entretien des ouvrages, des installations ou du milieu qui doit faire l'objet des travaux.

CACPL

Pôle Cycles de l'Eau

28 Bd du Midi Louise Moreau, 06150, Cannes



II. MEMOIRE JUSTIFIANT L'INTERET GENERAL DES OPERATIONS

1. Présentation du vallon de la Foux

Le périmètre de la présente DIG d'entretien concerne le Vallon de la Foux qui s'étend sur les communes de Cannes, Le Cannet et Mougins, sur un linéaire de 25,25 Kilomètres.

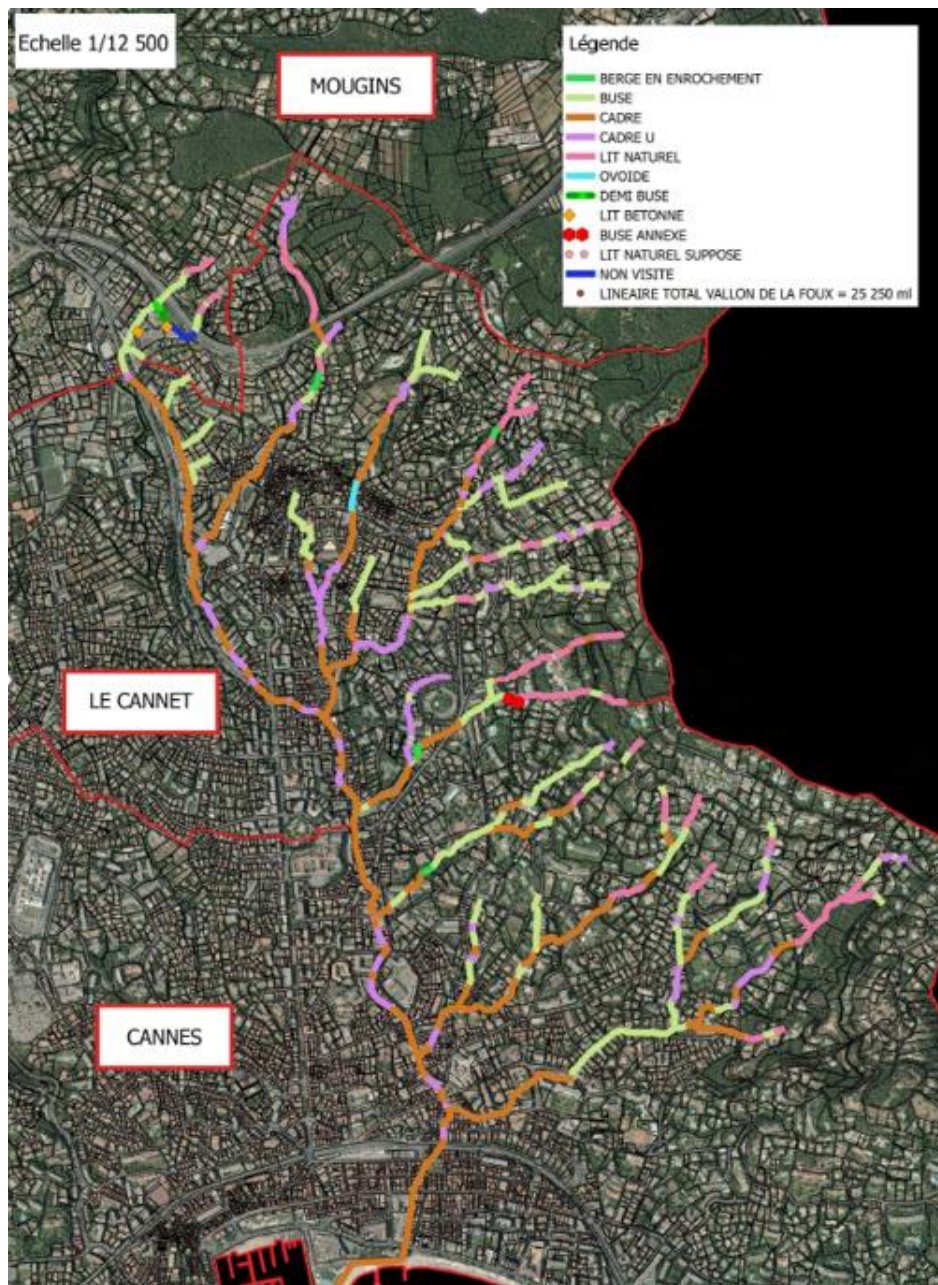


Figure 1 : Carte de localisation générale du vallon sur les 3 communes

Le vallon de la Foux constitue un réseau hydrographique fortement artificialisé situé en milieu très urbanisé dont près de 70% se situent en domaine privé. La notion de vallon résulte de la topographie du territoire, qui présente un fort dénivelé, les eaux de pluie se concentrent dans les lignes de points bas (talwegs) et au fur à et mesure creusent des fossés pour s'écouler de l'amont vers l'aval (la Mer Méditerranée). Les parties amont du Vallon sont constituées de sections naturelles sèches d'où ruissèlent les eaux en cas de pluie, rejoignant des parties artificialisées en aval. Plus de 80% du linéaire sont des sections couvertes (buses et cadres) ou non couvertes (cadre U).



Figure 2 : Photo du Vallon sur la commune de Cannes – section ouverte en cadre U traversant un cadre

2. Diagnostic et état des lieux du réseau

2.1. Méthodologie des prospections

L'Agglomération Cannes Lérins a réalisé un état des lieux du réseau du Vallon de la Foux, afin de qualifier le réseau hydraulique composé de sections naturelles et de sections artificielles, ouvertes ou couvertes. Ce travail a permis d'établir un recensement du réseau, qui a ensuite été cartographié et intégré sous SIG (système d'information géographique), notamment sur les communes de Cannes et du Cannet.

En juillet 2018, un travail de prospection complet a été réalisé afin de déterminer le périmètre d'action de la DIG, de mettre à jour le recensement des ouvrages du réseau (II.2), et d'établir un diagnostic complet de l'état d'entretien actuel du Vallon (II.3). Afin de rendre l'action de l'Agglomération Cannes Lérins cohérente en matière de lutte contre les inondations, le diagnostic a permis d'élaborer le programme d'entretien priorisé et chiffré (III.) du Vallon objet de la présente DIG pour 5 ans.

2.2. Etat des lieux du Vallon de la Foux

L'état des lieux définitif arrêté en juillet 2018 a permis de déterminer le périmètre exact de la DIG d'entretien sur les 3 communes, et de qualifier avec précision les ouvrages selon la qualification suivante :

- Sections naturelles : composées de lits naturels situés généralement en tête de Vallon, sur des sections couvertes, généralement asséchées et de berges en enrochement.



Figure 3 : exemple de sections naturelles rencontrées en tête de Vallon (Le Cannet – Mougins)

- Sections busées/Ovoïdes : correspondent aux parties du vallon de la Foux et ses affluents enterrées et dont les écoulements sont rétablis par les ouvrages circulaires en béton



Figure 5 : sections busées rencontrées en parties couvertes ou ouvertes

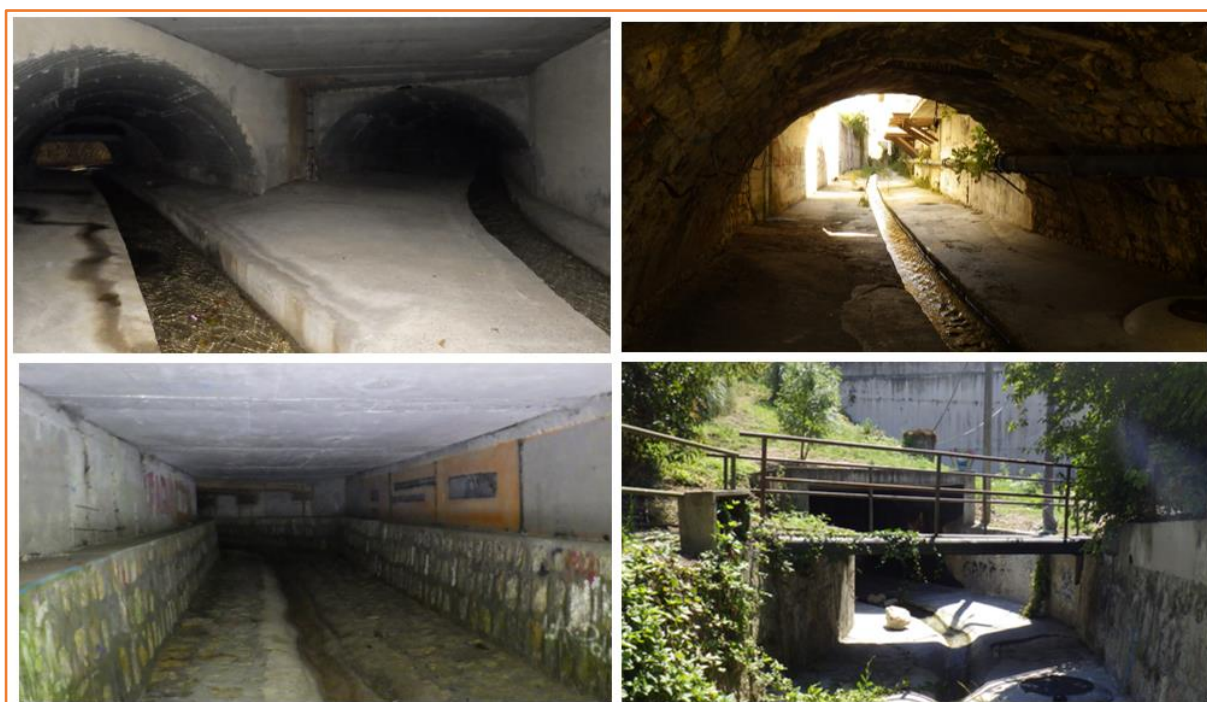


Figure 4 : sections en cadre en partie couverte

- Sections couvertes cadres : correspondent aux parties du vallon de la Foux et ses affluents enterrées et dont les écoulements sont rétablis par les ouvrages rectangulaires ou voutés en béton ou en pierres maçonnées
- Sections artificialisées couvertes ou ouvertes : cadres U/lit bétonné/demi-buse (sections où s'écoulent le fil d'eau dans un cadre maçonné généralement en forme de U et localisé au fond et au centre du vallon)



Figure 6 : section de cadre U en partie couverte ou ouverte

Les prospections ont permis d'établir la carte générale des ouvrages actualisée (reproduite en annexe) :

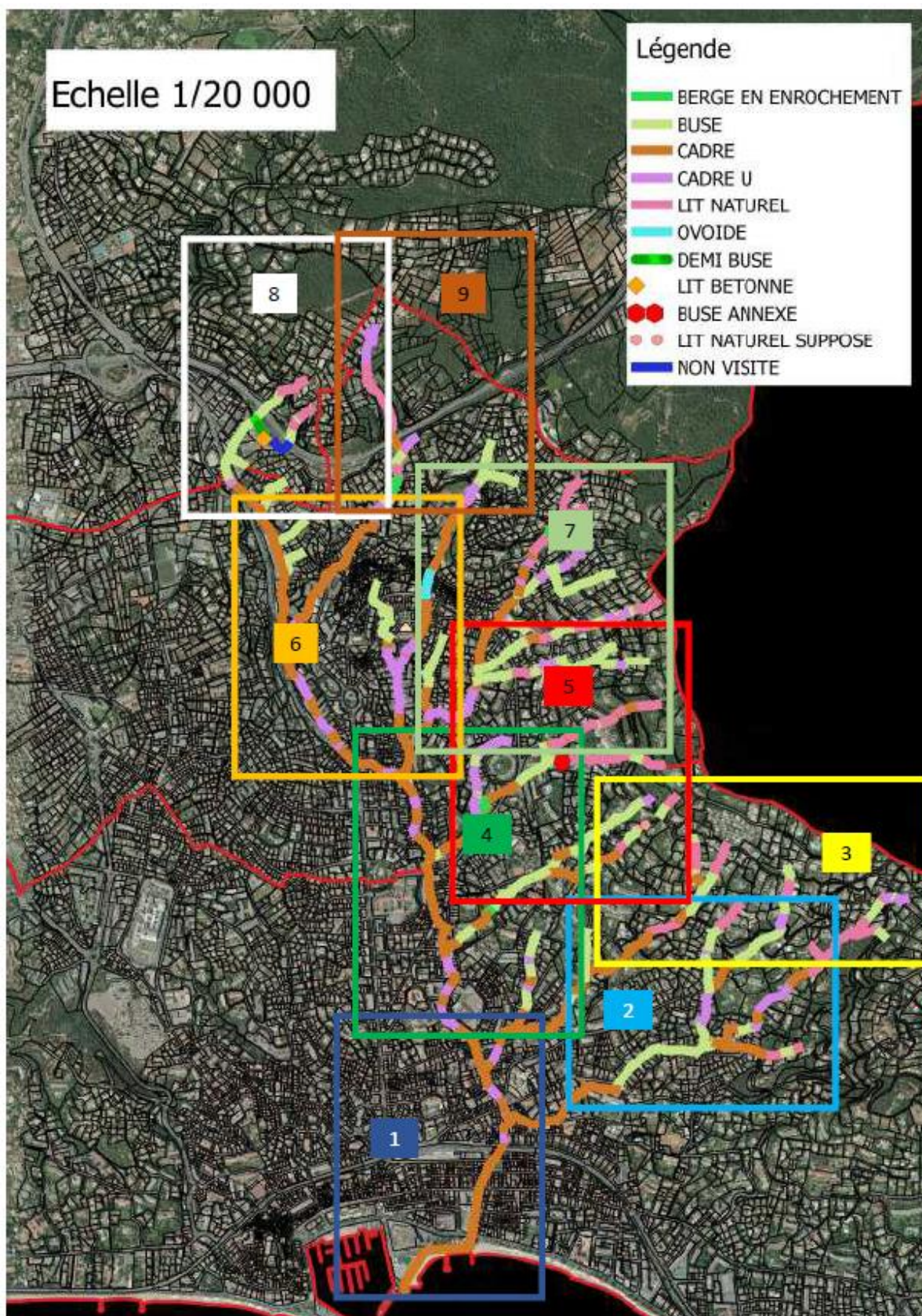


Figure 7 : Carte générale des types de section d'écoulement et des secteurs diagnostiqués

CACPL

Pôle Cycles de l'Eau

28 Bd du Midi Louise Moreau, 06150, Cannes

**CANNES
PAYS DE
LÉRINS**
Communauté d'agglomération de
Cannes, La Cannelle, Mandelieu-La Napoule,
Mougins et Théoule/Mer

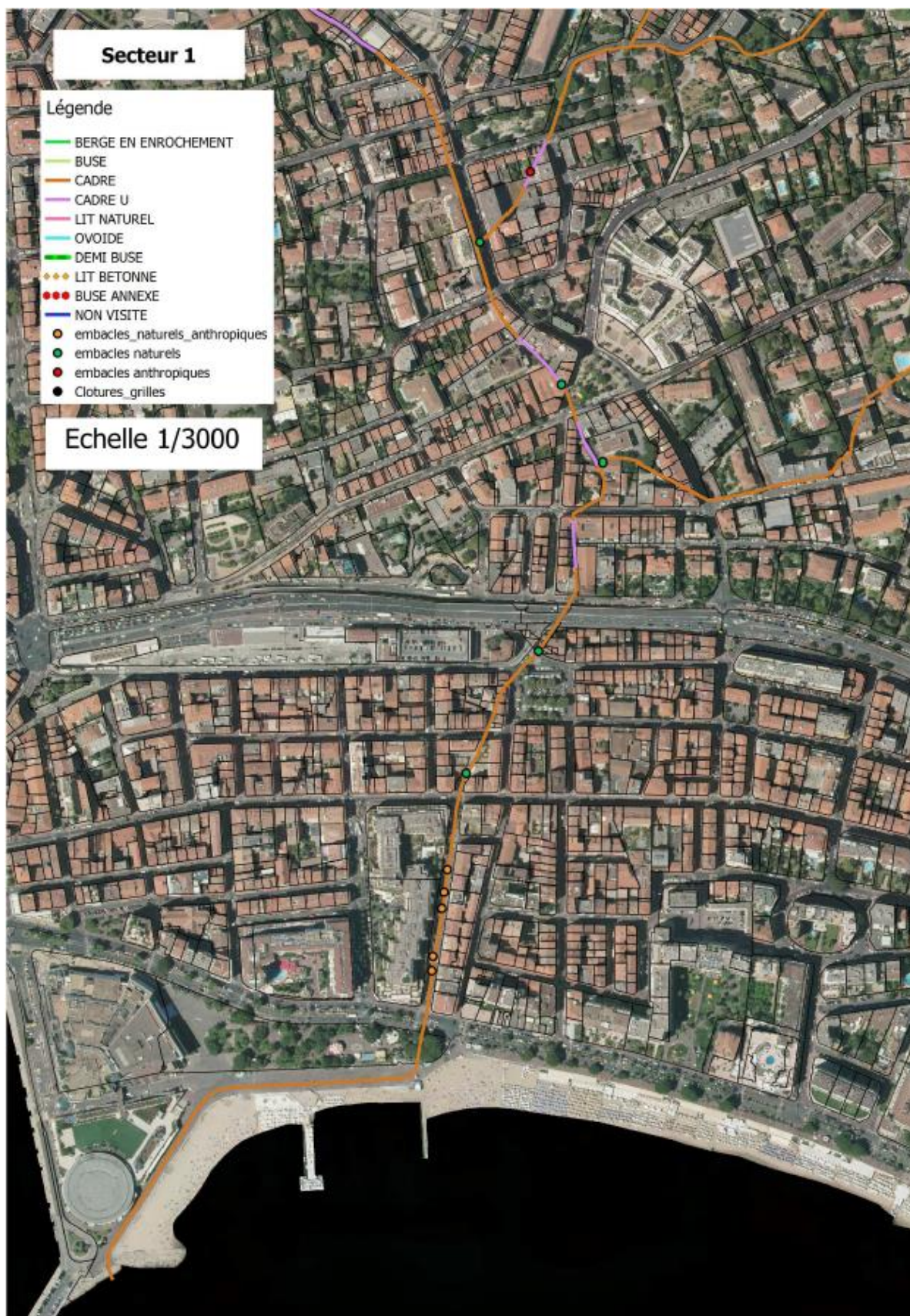


Figure 8 : : Type de section – secteur 1

CACPL

Pôle Cycles de l'Eau

28 Bd du Midi Louise Moreau, 06150, Cannes



Figure 9 : Type de section – secteur 2

CACPL

Pôle Cycles de l'Eau

28 Bd du Midi Louise Moreau, 06150, Cannes



Figure 10 : Type de section – secteur 3

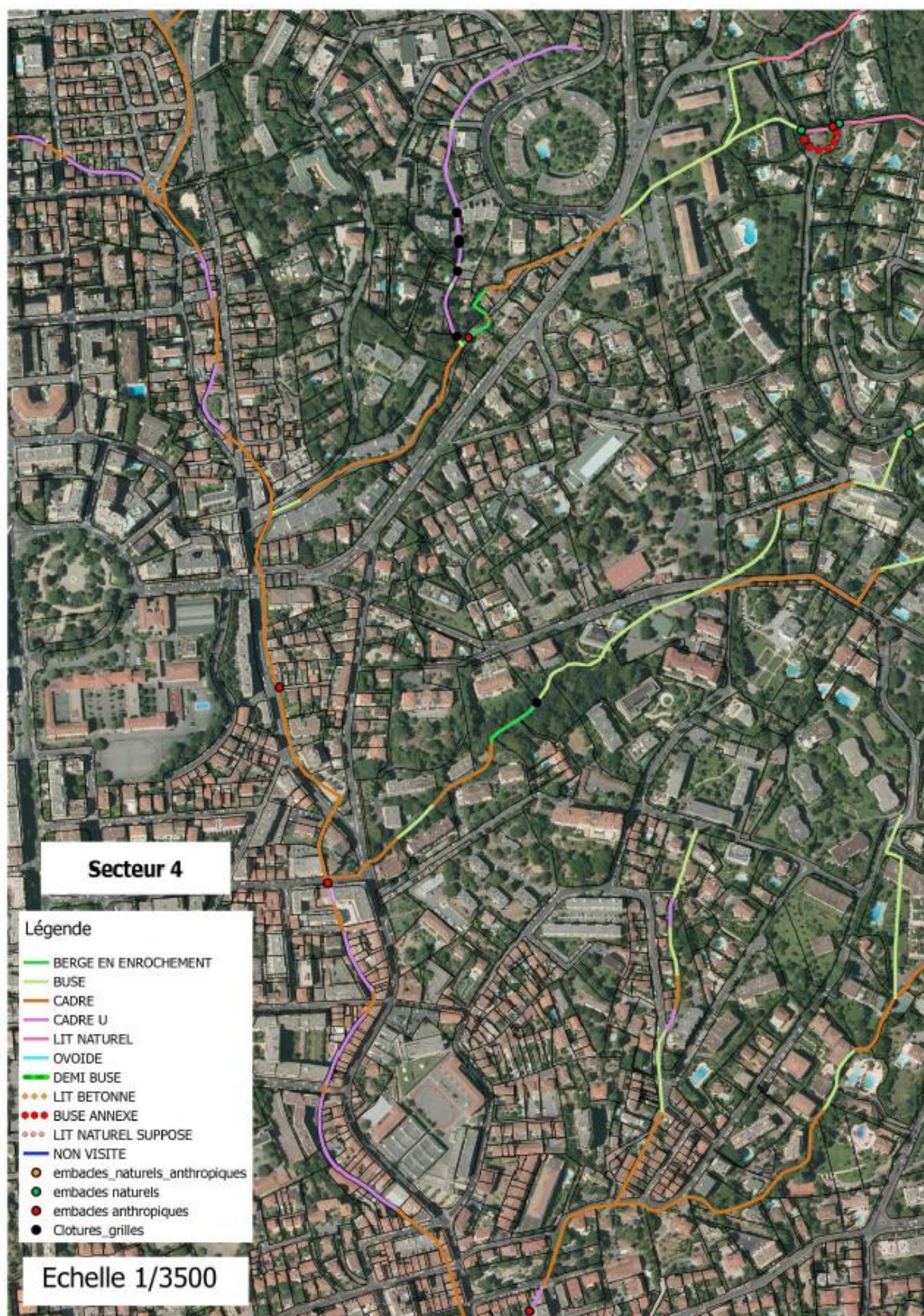


Figure 11 : Type de section – secteur 4



Figure 12 : Type de section – secteur 5



Figure 13 : Type de section – secteur 6



Figure 14 : Type de section – secteur 7



Figure 15 : Type de section – secteur 8



Figure 16 : Type de section – secteur 9

CACPL

Pôle Cycles de l'Eau

28 Bd du Midi Louise Moreau, 06150, Cannes

2.3. Diagnostic d'entretien du Vallon

Le programme d'intervention envisagé par l'Agglomération Cannes Lérins ne porte pas sur des travaux lourds. Il s'agit d'opérations d'entretien strict permettant de réduire le risque d'inondation en cas de fortes pluies et d'optimiser le bon fonctionnement des vallons.

L'objectif est double :

- Maintenir la capacité d'écoulement des vallons ;
- Réduire l'apport de macro-déchets et limiter l'apport sédimentaire dans les portions à faible pente.

2.4. Objectif du diagnostic

Le diagnostic réalisé sur le Vallon de la Foux a permis de dresser un état de l'entretien général, ainsi du Vallon, afin de repérer les zones nécessitant :

- Un entretien de la végétation
- Un enlèvement des embâcles naturels
- Un enlèvement des embâcles anthropiques
- Un curage des dépôts de sédiments

2.4.1. L'entretien de la végétation

Les formations végétales des berges et des rives, utiles en termes de protection physique des berges et de diversité écologique en section naturelle, peuvent être source des problèmes. Toutefois, l'absence d'entretien de la végétation est créatrice de risque d'inondation, notamment en cas de forte précipitation.

L'absence d'entretien de la végétation est susceptible de causer d'importants problèmes d'écoulement des eaux ou des risques de formation d'embâcles pour les vallons dont la section est étroite ou en amont de partie busées ou grillagées. L'accumulation de feuilles mortes, branches mortes ou de formations végétales dans ces zones (rétrécissements ou en amont de buses) a pour conséquence de créer un « barrage » d'amoncellement d'embâcle qui peut se rompre brutalement lors d'une forte pluie et engendrer une « vague » dévastatrice à l'aval.



Figure 18 : illustration des risques de blocage ou de rupture d'ouvrage liés à l'accumulation de débris végétaux du fait du non-entretien de la végétation

D'autre part, les arbres des berges inclinés, morts ou dépérissant menacent de chuter dans le lit et de former des embâcles. Ils peuvent engendrer de nombreux désagréments tels que des débordements, des érosions de berges, une sédimentation localisée dans le lit entraînant une diminution de la capacité hydraulique.



Figure 17 : illustration des risques liés à l'absence d'entretien des arbres qui peuvent constituer des embâcles et nuire au bon écoulement des eaux

L'entretien de la végétation (herbacée, buissonnante, ligneuse) est donc indispensable pour :

- ⇒ Favoriser le libre écoulement des eaux, notamment en période de forte crue, afin d'améliorer la sécurité publique.
- ⇒ Limiter la formation d'embâcles à l'amont des zones à enjeux (buses, ouvrages, cadres ou sections réduites).
- ⇒ Maintenir une formation optimale confortant les berges.
- ⇒ Limiter le développement d'espèces envahissantes (renouée du japon ou canne de Provence notamment, fortement présente sur le territoire).

Les prospections de terrain ont permis de mettre en évidence les zones à forte densité de végétation, qui constituent des obstacles au bon écoulement des eaux.



Figure 19 : secteurs à forte densité de végétation pouvant créer des obstacles à l'écoulement des eaux

2.4.2. L'enlèvement des embâcles naturels

En plus de l'entretien régulier de la végétation, qui permet, à titre préventif de limiter la formation des obstacles à l'écoulement de l'eau, il est indispensable de procéder au retrait régulier des embâcles. Les embâcles naturels sont des accumulations de débris végétaux. Il peut s'agir d'une souche proéminente, d'un arbre qui a chuté dans le lit, de troncs bloqués en entrée d'un ouvrage (buse, cadre). Un embâcle naturel ou anthropique, comme tout obstacle placé dans le fil d'eau, est susceptible de provoquer des turbulences ou des déviations de courant à l'origine d'érosion de berge.

Les embâcles peuvent également constituer de véritables barrages qui augmentent la ligne d'eau en amont, ce qui peut augmenter la violence des inondations et aggraver les dégâts en cas de crue. Enfin, ils sont à l'origine d'une pollution par les macro-déchets, des plages et des eaux littorales.

Dans le cadre du diagnostic, les embâcles naturels ont été recensés et cartographiés.



Figure 20 : arbre tombé dans le fil d'eau constituant un embâcle naturel

2.4.3. L'enlèvement des embâcles anthropiques

Les embâcles anthropiques sont liés à l'activité humaine, généralement des déchets ou des objets abandonnés (vélos, cadis, voitures, cadre de vélo...). Outre la pollution qu'ils peuvent occasionner, ces derniers constituent des obstacles à l'écoulement des eaux. Tout comme les embâcles naturels, leur retrait est indispensable dans l'objectif de lutter contre les inondations.

Les prospections de terrain ont permis d'identifier les secteurs de présence de ces embâcles : plaque d'égouts, carcasse de bateau, déchets de chantier, pneus et autres déchets...



Figure 21 : dépôt de parpaings et pneus dans le fil d'eau constituant des embâcles anthropiques



Figure 22 : embâcle anthropique en amont d'une section busée, créant un risque important d'obstacle, justifiant une intervention prioritaire

Curage des dépôts sédimentaires

Lors des crues, des zones de dépôts de sables, graviers se forment dans les parties artificielles et à faible pente des vallons. Ces matériaux peuvent s'accumuler dans les vallons et limiter en certains points la section hydraulique. Ils peuvent créer des zones de stagnation d'eau également. Ces dépôts feront donc l'objet de curage, dans le cadre de la présente DIG, dans le cas où la capacité hydraulique considérablement réduite.

De plus, les épisodes pluvieux suivant leur intensité peuvent causer des dégradations ponctuelles nécessitant des interventions simples de petite maçonnerie (reprise de radiers et de parois, colmatage de fissures, passivation d'acier...). Ceci permet d'éviter une dégradation plus importante et la fragilisation des ouvrages à terme.



Figure 23 : dépôts sédimentaires constatés sur les sections couvertes du Vallon



Figure 24 : illustration de dépôts sédimentaires retenus par un grillage installé dans le Vallon

2.5. Résultats du diagnostic d'entretien et priorisation des enjeux d'entretien

Pour chaque catégorie, le diagnostic a permis d'établir un niveau d'entretien et de déterminer des niveaux de priorité d'intervention, fondant le calendrier d'entretien de la présente DIG (dont les actions commenceront par les zones prioritaires).

Concernant l'entretien de la végétation, le diagnostic a relevé les niveaux suivants de priorité :

- Priorité 1 : forte densité de végétation nécessitant un entretien important et à faire rapidement
- Priorité 2 : densité moyenne nécessitant un entretien non négligeable et à programmer à court terme
- Priorité 3 : faible densité de végétation nécessitant un entretien léger et à programmer à moyen terme (dans les 5 années à venir en l'absence de crues exceptionnelles)
- Priorité 4 : faible densité de végétation ne nécessitant pas d'entretien à court et moyen terme (au-delà des 5 années à venir en l'absence de crues exceptionnelles)

Concernant le dépôt de sédiments nécessitant des actions de curage :

- Priorité 1 : dépôt sédimentaire est supérieur à 25% de la section hydraulique nécessitant un entretien important et à faire rapidement

- Priorité 2 : dépôt sédimentaire représente entre 10 et 25% de la section hydraulique nécessitant un entretien non négligeable et à programmer à court terme
- Priorité 3 : dépôt sédimentaire inférieur à 10% de la section hydraulique nécessitant un entretien léger et à programmer à moyen terme (dans les 5 années à venir en l'absence de crues exceptionnelles)
- Priorité 4 : absence de dépôt sédimentaire ne nécessitant pas d'entretien à court et moyen terme (au-delà des 5 années à venir en l'absence de crues exceptionnelles)

Par ailleurs, les « points noirs » ont été identifiés, constitués de points prioritaires (embâcles ou zones de dépôt pouvant nuire au libre écoulement des eaux).

Ce diagnostic a été retranscrit sous format SIG et cartographié par secteur du Vallon dont les planches des différents secteurs sont présentées ci-après.



Figure 25 : Entretien de la végétation diagnostic du secteur 1



Figure 26 : Entretien de la végétation diagnostic du secteur 2

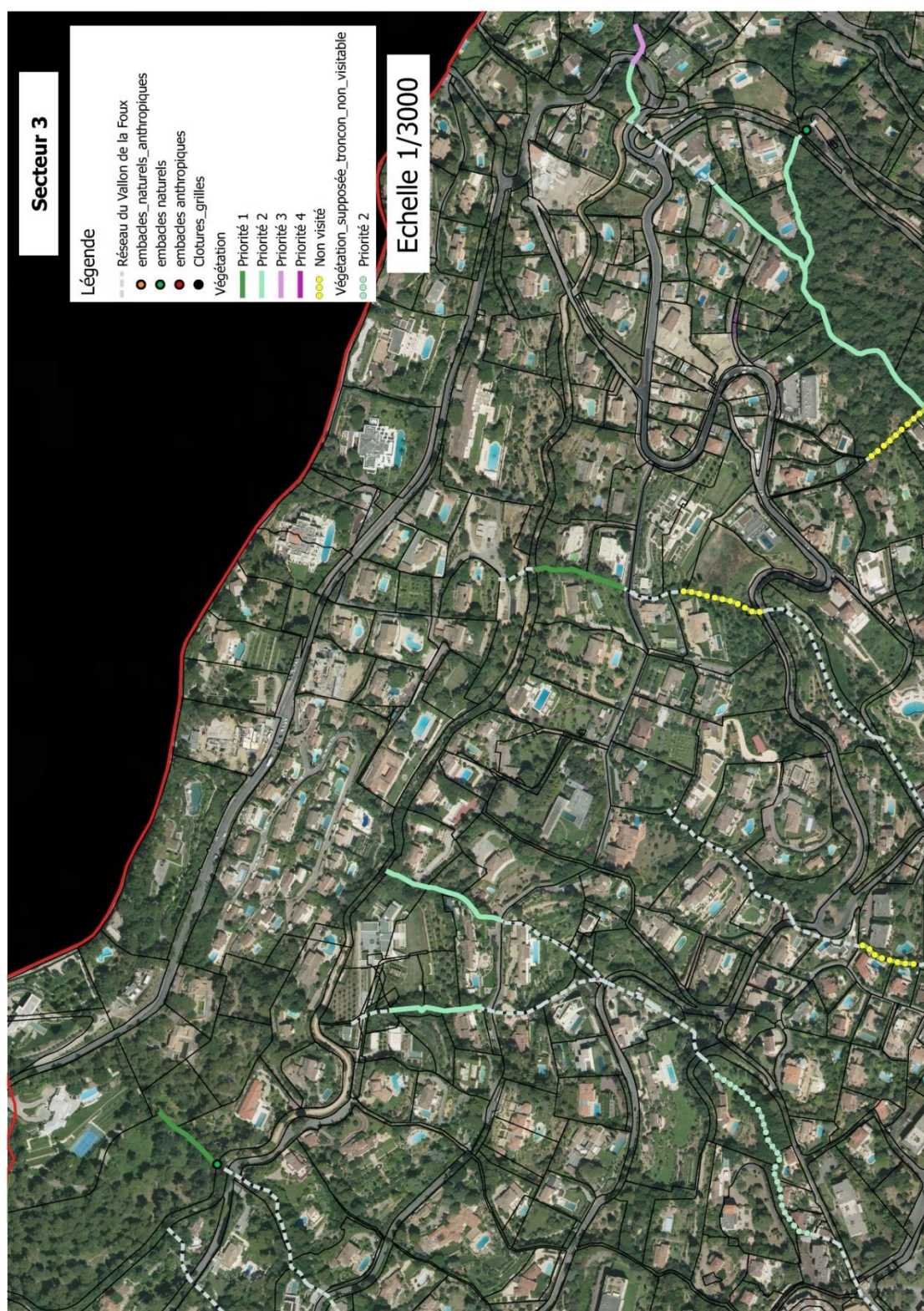


Figure 27 : Entretien de la végétation diagnostic du secteur 3



Figure 28 : Entretien de la végétation diagnostic du secteur 4



Figure 29 : Entretien de la végétation diagnostic du secteur 5



Figure 30 : Entretien de la végétation diagnostic du secteur 6



Figure 31 : Entretien de la végétation diagnostic du secteur 7

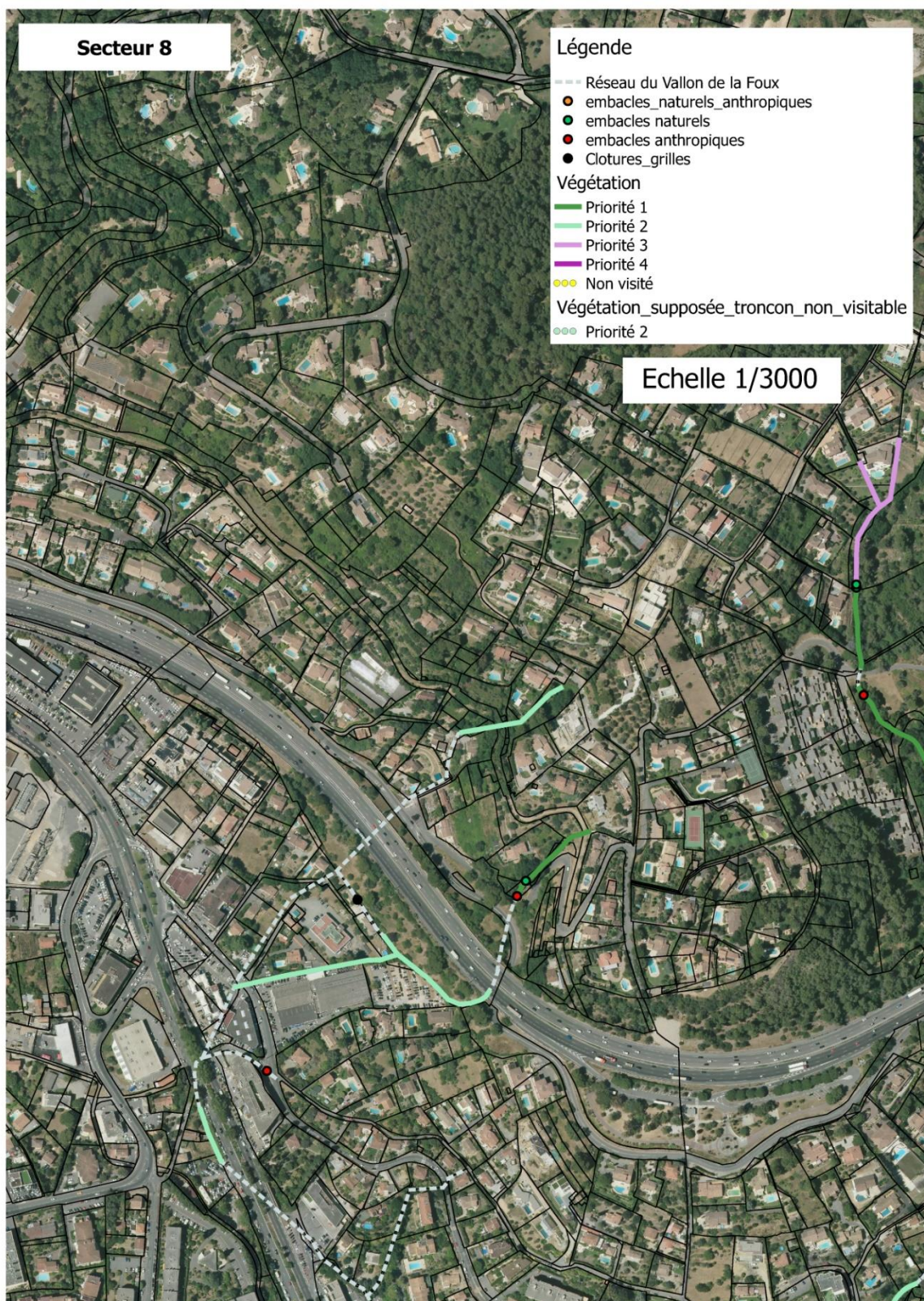


Figure 32 : Entretien de la végétation diagnostic du secteur 8

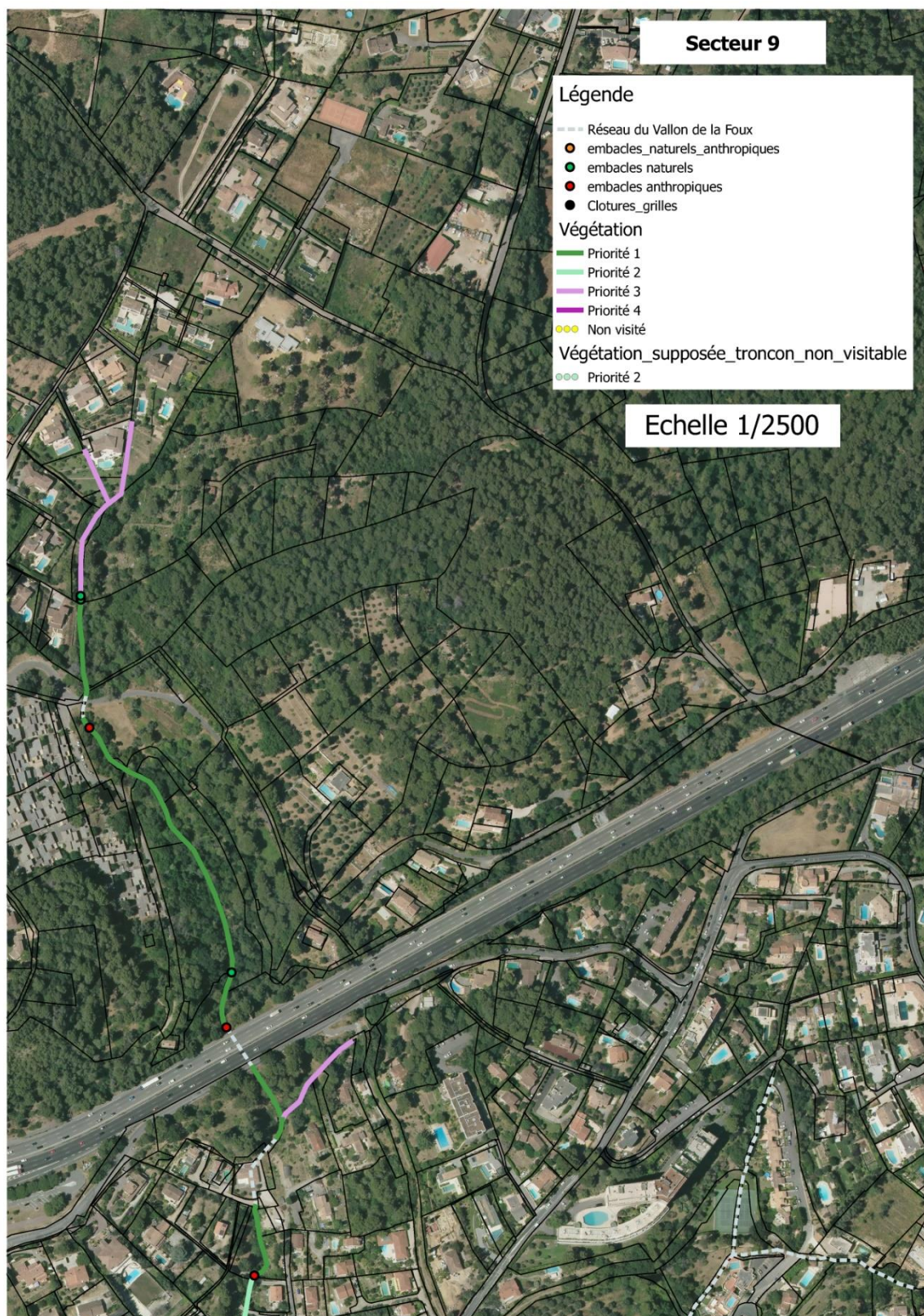


Figure 33 : Entretien de la végétation diagnostic du secteur 9

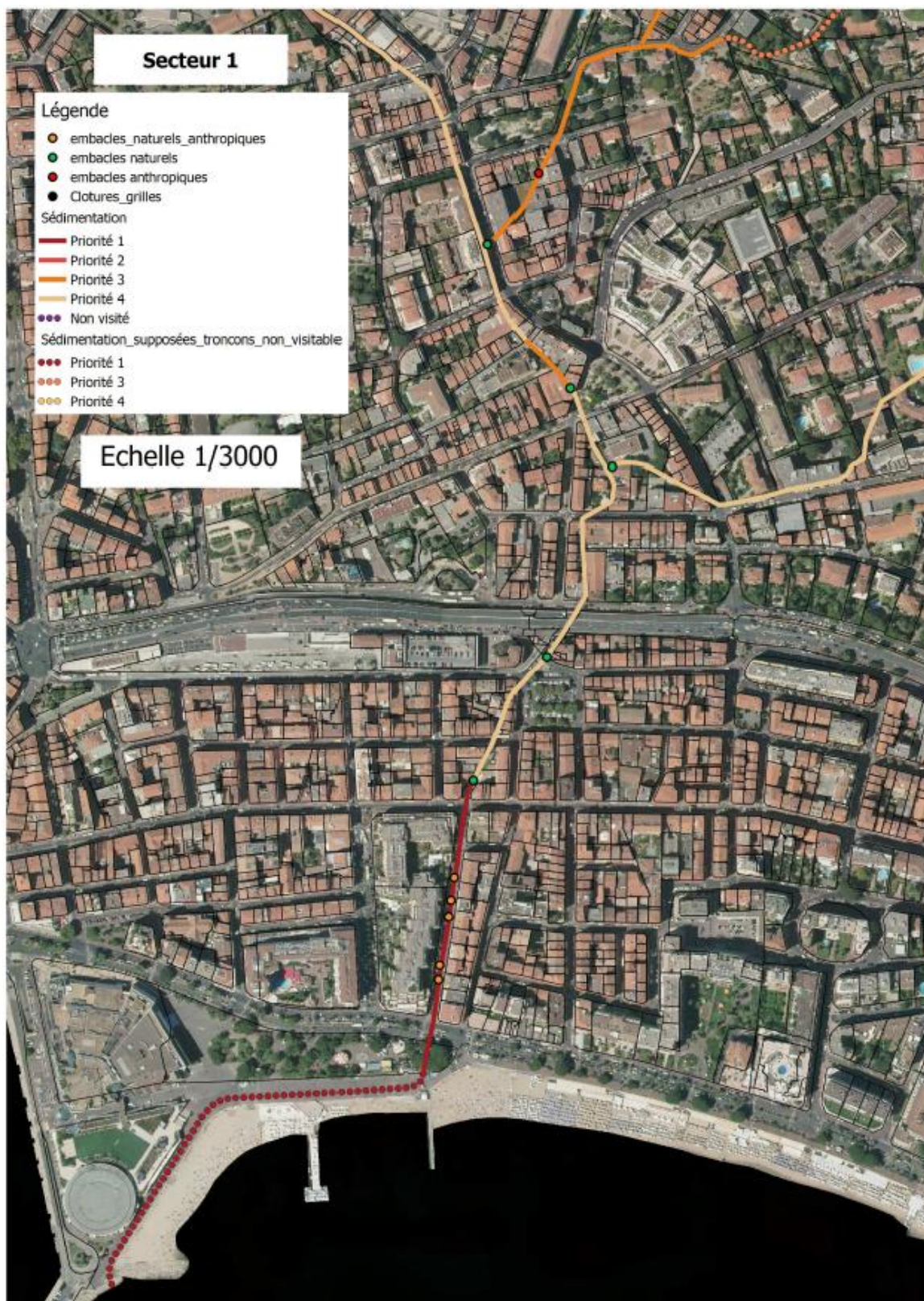


Figure 34 : Embâcles et niveau de sédimentation – Diagnostic du secteur 1



Figure 35 : Embâcles et niveau de sédimentation – Diagnostic du secteur 2

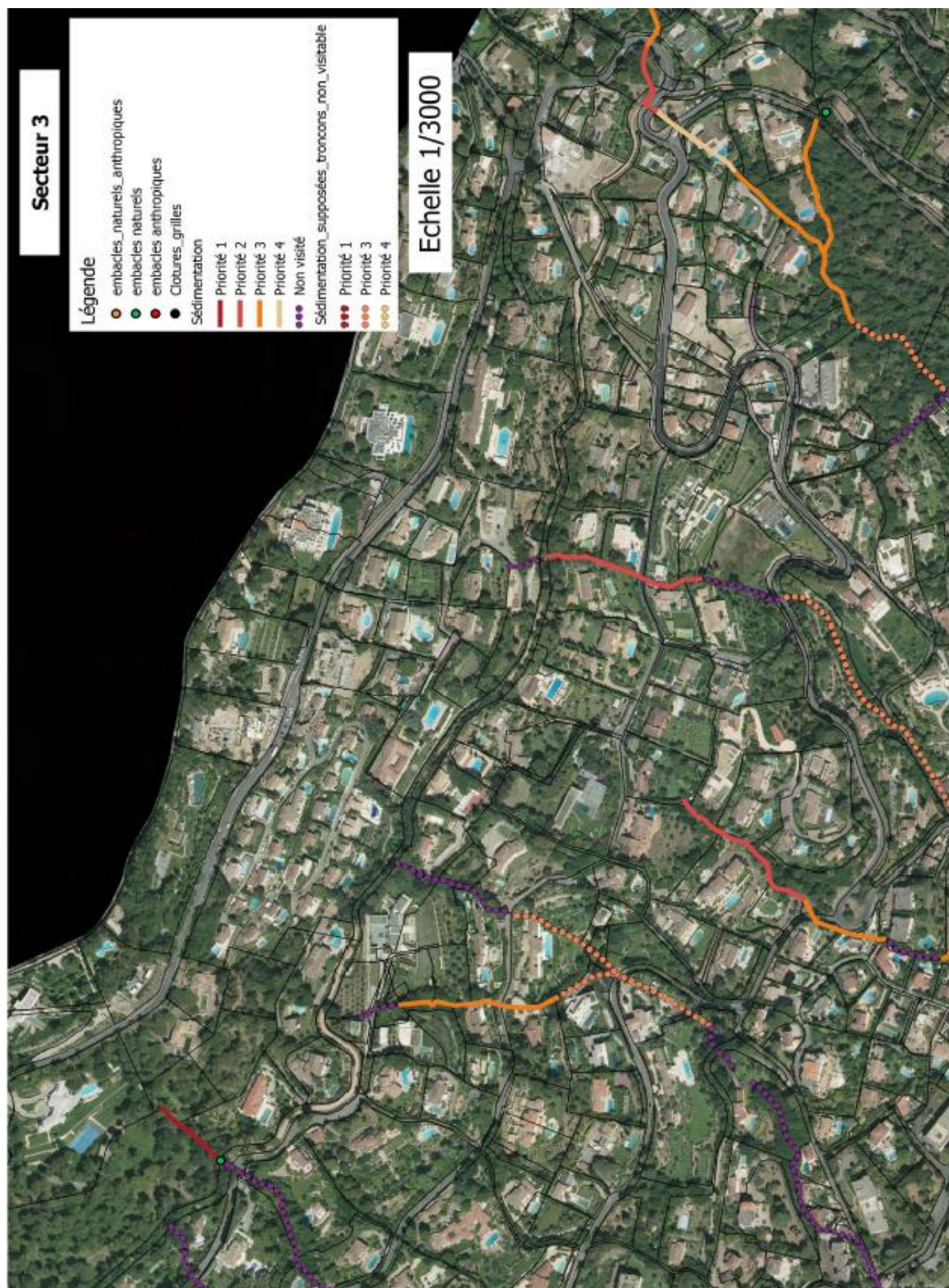


Figure 36 : Embâcles et niveau de sédimentation – Diagnostic du secteur 3



Figure 37 : Embâcles et niveau de sédimentation – Diagnostic du secteur 4



Figure 38 : Embâcles et niveau de sédimentation – Diagnostic du secteur 5

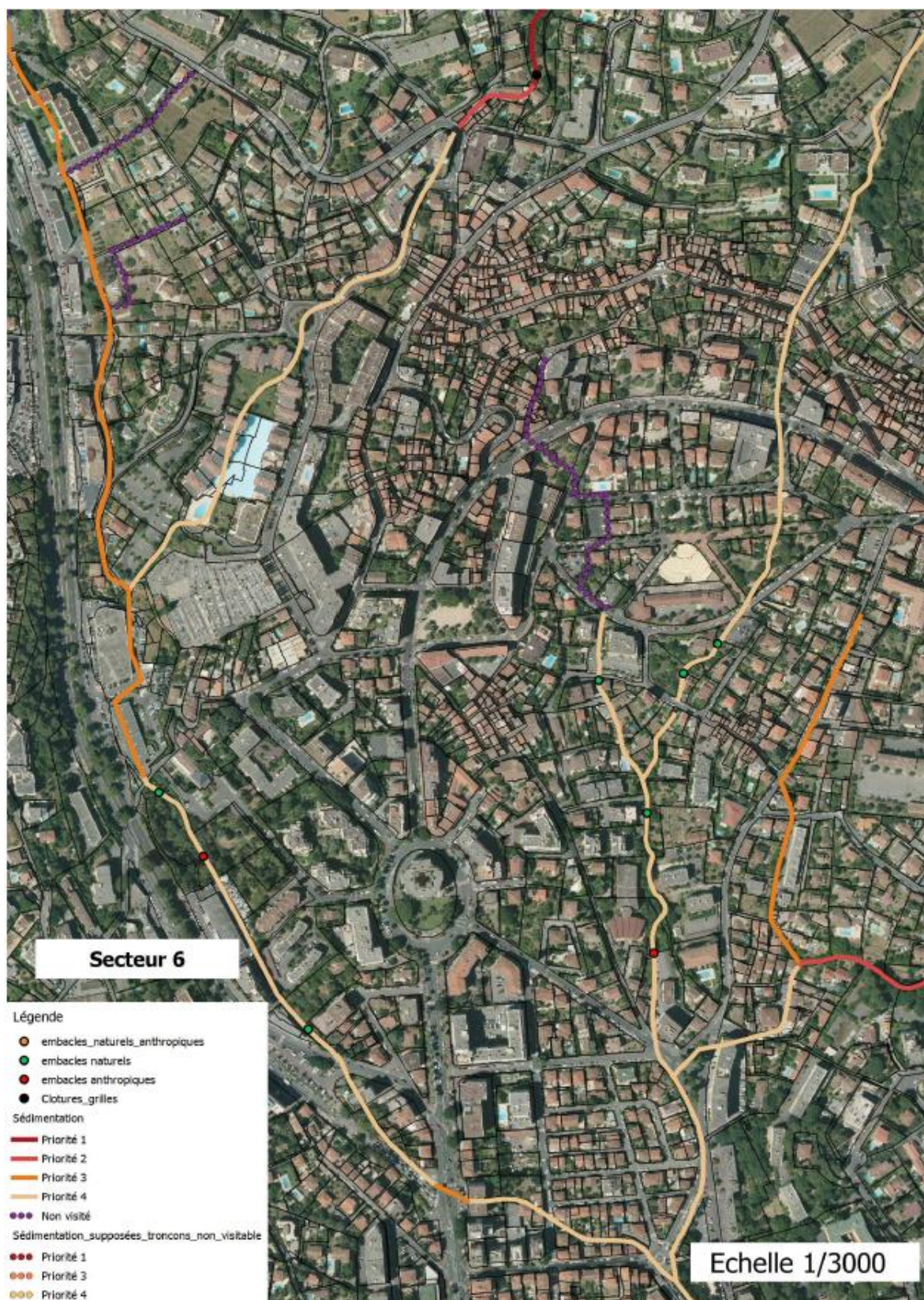


Figure 39 : Embâcles et niveau de sédimentation – Diagnostic du secteur 6



Figure 40 : Embâcles et niveau de sédimentation – Diagnostic du secteur 7

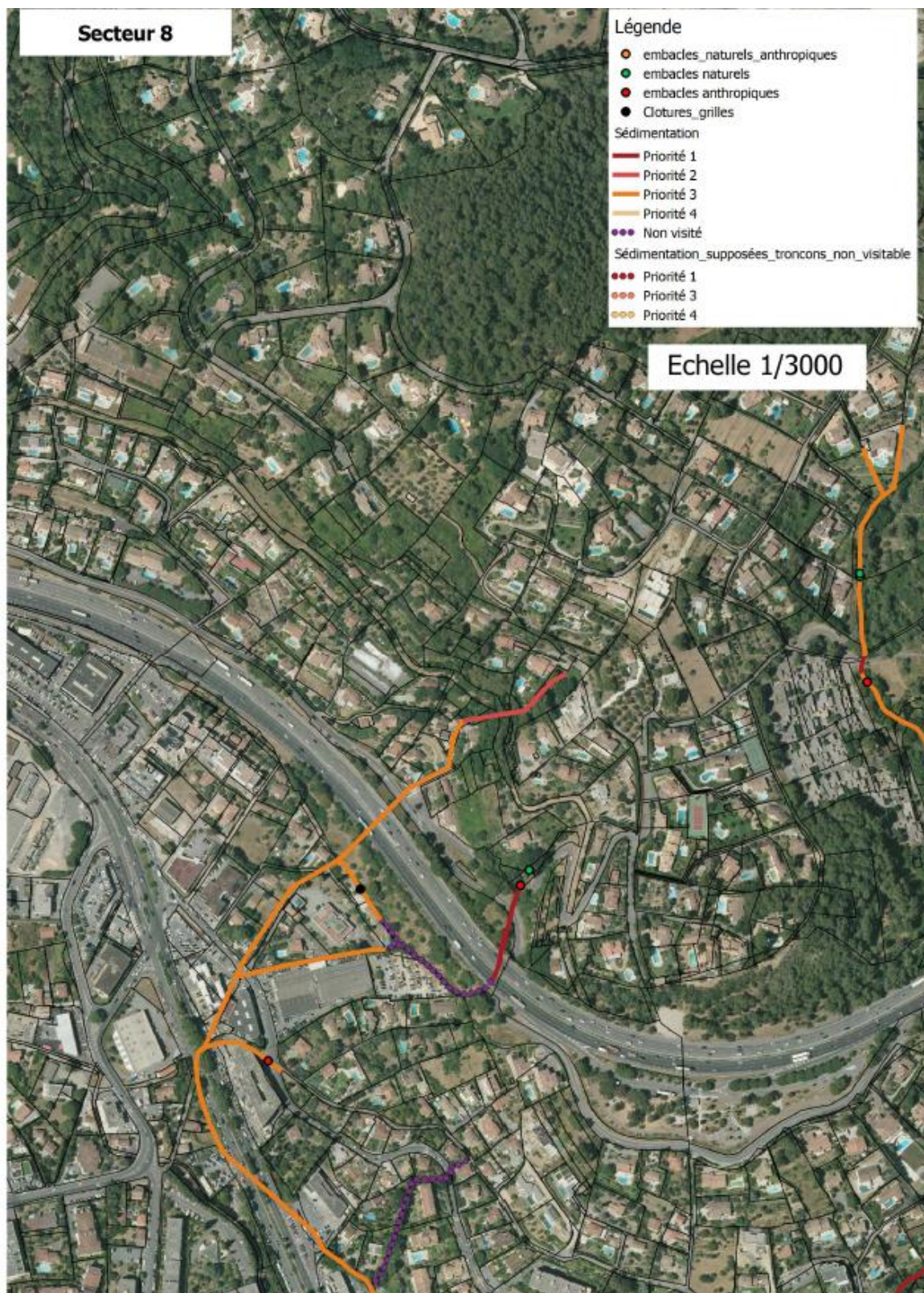


Figure 41 : Embâcles et niveau de sédimentation – Diagnostic du secteur 8

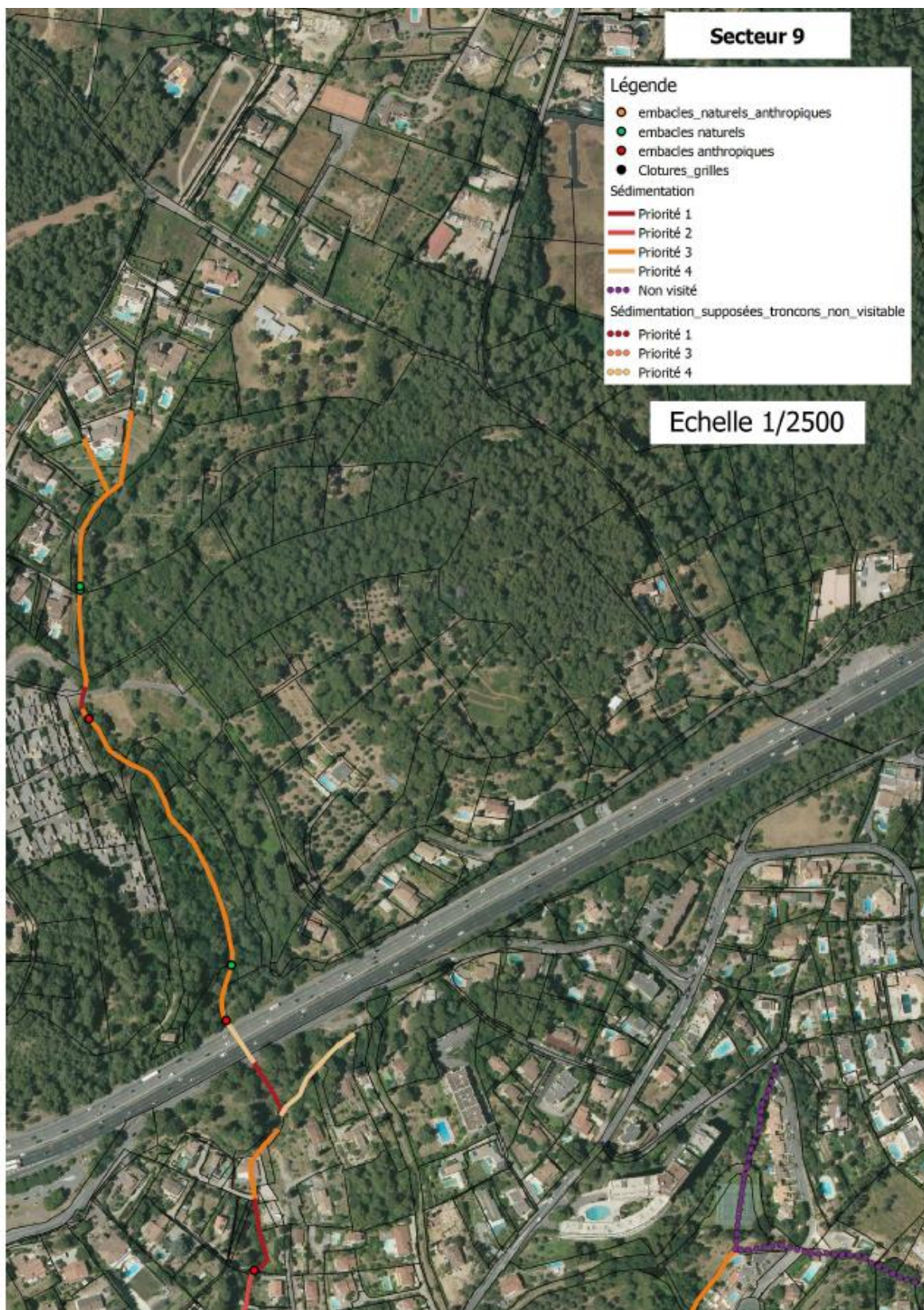


Figure 42 : Embâcles et niveau de sédimentation – Diagnostic du secteur 9

2.6. Prélèvements et analyse des sédiments

❖ Qualité des sédiments

Plusieurs prélèvements ont été réalisés le 31 juillet 2018, dont les analyses ont donné les résultats consignés dans le tableau ci-dessous et comparés à la valeur seuil S1 de l'arrêté du 9 août 2006 relatif à la qualité des sédiments extraits de cours d'eau ou canaux. Le détail des analyses de ces sédiments et la localisation des prélèvements sont disponibles en annexe.

Tableau 1 : Résultats des analyses sédimentaires

Paramètres	Unités	Résultats					Valeurs limites Seuil S1
		Sur Sec : Sed1	Sur Sec : Sed2	Sur Sec : Sed3	Sur Sec : Sed4	Sur Sec : Sed6	
Métaux lourds							
Chrome	mg / kg	12,2	18,2	16,5	25,3	28,1	150
Cuivre	mg / kg	62,6	55,1	24,4	60,0	19,8	100
Nickel	mg / kg	10,4	15,3	12,8	20,9	20,8	50
Zinc	mg / kg	189	205	98,7	122	48,6	300
Mercure	mg / kg	<0,098	<0,10	0,15	<0,11	<0,12	1
Cadmium	mg / kg	0,45	<0,42	0,35	0,28	0,19	2
Plomb	mg / kg	123	33,8	313	28,2	19,8	100
Arsenic	mg / kg	7,9	8,2	8,8	9,0	10,6	30
Essais PCB							
Somme des 7 congénères PCB	mg/kg de MS	<0,056	<0,056	<0,056	<0,056	<0,056	0,68
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP)							
Somme des HAP	mg/kg de MS	3,795	1,222	2,710	3,208	<0,039	22,8

Le tableau synthétique ci-dessous permet de constater que les sédiments ont une teneur élevée en plomb pour 2 prélèvements (123 et 313 mg/kg de MS). Ceci est principalement dû à l'apport de polluant lors du lessivage des voiries de circulation. Ensuite, les analyses montrent que majoritairement les sédiments respectent les seuils réglementaires S1 (exception Plomb) et qu'ils ne contiennent pas d'autres polluants.

Ainsi, les opérations de curage devront néanmoins être précédées d'analyses réglementaires afin de déterminer les filières de retraitement adéquates qui seront choisies en fonction des résultats.

3. Diagnostic écologique

Afin de prendre en compte les enjeux écologiques sur le Vallon de la Foux, l'Agglomération Cannes Lérins a réalisé, concomitamment à l'élaboration du dossier de DIG, la réalisation d'un prédiagnostic écologique (reproduit intégralement en Annexe sous forme d'un rapport synthétique et de cartographies récapitulatives). Ce diagnostic faune flore a pour objectif de :

- Connaître les sensibilités écologiques des secteurs avec une cartographie des habitats naturels, des enjeux écologiques et des éventuelles stations d'espèces protégées (faune, flore) ;
- Identifier les espèces invasives potentiellement présentes à prendre en compte dans le futur programme d'entretien de la DIG ;
- Aider à la définition de modalités d'entretien et d'enlèvement des embâcles afin de limiter les impacts sur les enjeux écologiques et d'éviter la dissémination des espèces invasives ;
- Estimer le besoin d'effectuer ou non des compléments naturalistes sur des zones ciblées et un éventuel dossier réglementaire de dérogation d'espèces protégées.

Les prospections ont eu lieu le 30 et 31 juillet 2018 après un travail de compilation et d'analyse bibliographique. L'expertise naturaliste s'est concentrée sur les zones les plus naturelles, sur lesquelles sont localisés les enjeux écologiques (habitats, faune et flore), les parties artificialisées ont été également prospectées afin d'obtenir une vision globale des milieux et des enjeux de l'aire d'étude.

3.1. Enjeux écologiques sur le vallon de la Foux

Tout d'abord, il convient de noter que l'aire d'étude n'est pas située dans un zonage réglementaire (ZNIEFF, site Natura 2000), ni en zone humide. Le Vallon se situe à proximité (mais sans contrainte liée au projet) du site inscrit « Bande côtière de Nice à Théoule » des réservoirs biologiques identifiés au sein du SRCE (Schéma Régional de Cohérence Ecologique).

❖ Les habitats

Le prédiagnostic a évalué l'intérêt écologique du Vallon de la Foux :

- Sur les milieux artificialisés, l'intérêt écologique est négligeable voire nul : végétation ornementale de parcs et jardins, végétation rudéralisée (colonisant les terrains vagues et terrains délaissés, favorisant les espèces exotiques envahissantes), végétation colonisant les berges artificialisées.
- Sur les milieux plus naturels, notamment en amont du Vallon, l'intérêt écologique est également négligeable voire nul : taillis de Chêne vert (*Quercus ilex*) mêlé au Pin d'Alep (*Pinus halepensis*), boisements peu matures accompagnés de sous-bois appauvris, flore hygrophile peu développée et minoritaire, boisement rivulaire peu typé, très appauvris sur le plan floristique.

❖ La flore

Compte tenu du caractère fortement urbanisé du Vallon, l'intérêt écologique est négligeable à nul. L'inventaire s'est focalisé sur deux enjeux importants :

- La présence d'espèces envahissantes afin notamment de limiter leur propagation par les travaux d'entretien, parmi lesquelles ont été recensées : le Mimosa argenté (*Acacia dealbata*), le Faux-vernis du Japon (*Ailanthus altissima*), la Canne de Provence (*Arundo donax*), *Conyza* sp. et le Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*).
- La présence d'espèces protégées, dont deux ont été rencontrées lors de l'inventaire : l' **Alpiste aquatique** (*Phalaris aquatica*) et la **Lavatère ponctuée** (*Lavatera punctata*) qui représentent un enjeu réglementaire mais un enjeu local de conservation faible au regard de la qualité des milieux naturels. Par ailleurs, d'après l'analyse bibliographique, la Cousoude bulbeuse (*Symphytum bulbosum*) est potentiellement présente sur les berges naturelles, un inventaire complémentaire au printemps 2019 permettra d'affiner ce diagnostic.

❖ La faune

L'inventaire a étudié les différents groupes :

- Les invertébrés : les habitats favorables, majoritairement situés en tête de Vallon, sont assez dégradés. Deux espèces protégées (Ecaïlle chinée et Grand Capricorne) ne représentent pas un enjeu important.
- Les vertébrés : majoritairement des espèces communes, faible enjeu sur les parties les plus naturelles et enjeu négligeable sur les parties canalisées ou couvertes.

❖ Synthèse des enjeux écologiques sur l'aire d'étude :

Groupe biologique	Elément d'écologie retenu	Enjeu écologique et/ou contrainte
Habitats		
Flore	Aucun habitat d'intérêt communautaire	Alpiste aquatique : enjeu écologique local Faible
	Aucun habitat patrimonial	
	2 espèces protégées recensées	Lavatère ponctuée : enjeu local de conservation Modéré
	- Alpiste aquatique > assez fréquente	
	- Lavatère ponctuée > plus rare que la précédente	
	1 espèce protégée commune citée en bibliographie et potentiellement présente : Cousoude bulbeuse	Espèce protégée à éviter (balisage ou calendrier d'intervention), soumise à demande de dérogation

Invertébrés	2 espèces protégées communes observées, 1 espèce protégée citée en bibliographie et potentiellement présente	Faible
Amphibiens	1 espèce protégée commune citée en bibliographie et potentiellement présente	Faible
Reptiles	2 espèces protégées communes observées	Faible
Oiseaux	2 espèces protégées communes observées, plusieurs espèces protégées communes citées en bibliographie et potentiellement présentent	Faible
Mammifères	2 espèces protégées communes citée en bibliographie et potentiellement présentent	Faible

Afin d'éviter et réduire les effets potentiels des travaux d'entretien sur le milieu (alteration, dégradation d'habitats, destructions d'individus, perturbation de la faune), des mesures d'évitement (ME), de réduction (MR) et d'accompagnement (MA) ont été préconisées pour rendre l'impact résiduel du projet négligeable (cf. rapport en annexe).

Code mesure	Intitulé mesure	Période de mise en œuvre
Mesures d'évitement		
ME1	Respect d'un calendrier de travaux adapté aux enjeux écologiques	En amont des travaux
Mesures de réduction		
MR1	Sensibilisation des équipes aux enjeux écologiques et à la reconnaissance des espèces patrimoniales les plus sensibles.	En amont des travaux
MR2	Disposition de kits antipollution pour chaque équipe d'intervention	Pendant les travaux
MR3	Intervention manuelle pour les débroussaillages et l'entretien	Pendant les travaux

Code mesure	Intitulé mesure	Période de mise en œuvre
MR4	Maintien d'une strate herbacée de 40 cm de haut environ	Pendant les travaux
MR5	Démontage des perches, branches et troncs des arbres sans abattage ni chute brutale	Pendant les travaux
Mesure d'accompagnement		
MA1	Accompagnement ponctuel par un écologue	Pendant les travaux

❖ Conclusions du pré-diagnostic écologique :

L'aire d'étude fortement dominée par l'emprise urbaine laisse peu de place à l'expression d'une biodiversité autre que composée d'espèces ubiquistes ou adaptée aux habitats humains et aux terrains remaniés. Les enjeux écologiques déterminés à partir de ces pré-inventaires sont donc logiquement faibles, voire négligeables sur la quasi-totalité des linaires de cours d'eau.

Seules les têtes de bassins sont plus naturelles et quelques rares points pourraient donner lieu à des inventaires complémentaires afin de valider la transparence du projet (avec les mesures d'atténuation proposées) vis-à-vis de l'état de conservation des milieux naturels et des espèces qui les composent.

Les mesures d'évitement et de réduction, au nombre de 6 limitent les effets négatifs de l'opération d'entretien sur les milieux naturels et les impacts résiduels ont été, finalement, réduits à un niveau négligeable.

Les travaux envisagés ne sont pas de nature à remettre en question l'état de conservation des espèces, ni celui des milieux naturels.

4. Nature des travaux

4.1. Curage et travaux de petite maçonnerie

Lors des crues, des zones de dépôts de sable et de gravier se forment dans les parties artificielles et à faible pente des vallons. Ces matériaux peuvent s'accumuler dans les vallons et limiter en certains points la section hydraulique. Ils peuvent créer des zones de stagnation d'eau insalubre.

De plus, les épisodes pluvieux suivant leur intensité peuvent causer des dégradations ponctuelles nécessitant des interventions simples de petite maçonnerie (reprise de radiers et de parois, colmatage de fissures, passivation d'acier...). Ceci permet d'éviter une dégradation plus importante et la fragilisation des ouvrages à terme.

Ces travaux ont pour objectifs :

- Le maintien de la section hydraulique ;
- Eviter les eaux stagnantes ;
- Le maintien en bon état des ouvrages.

Ainsi, les travaux d'entretien liés au curage des sédiments (lorsque ces derniers réduisent significativement la capacité hydraulique du vallon) et la réalisation des petits travaux de maçonnerie sont des travaux nécessaires pour réduire la vulnérabilité de la population et des biens face au risque inondation.

4.2. Traitement des embâcles naturels et anthropiques

L'entretien de la végétation est un entretien préventif qui permet de limiter considérablement la formation d'embâcles naturels. Néanmoins, le contexte urbain, la brutalité de certains événements météorologiques, rendront toujours nécessaires les interventions de retrait d'embâcles. Selon leur nature et leur dimension, leur gestion nécessite plus ou moins de précautions.

Les embâcles naturels sont des accumulations de débris végétaux. Il peut s'agir d'une souche proéminente, d'un arbre qui a chuté dans le lit, de troncs flottants bloqués en entrée d'un ouvrage souterrain, etc... . A ces derniers viennent souvent s'ajouter des déchets d'autre nature, embâcles anthropiques (cadre de vélo, chariot de supermarché,...).

Un embâcle naturel ou anthropique, comme tout obstacle placé dans le lit mineur, est susceptible de provoquer des turbulences ou des déviations de courant à l'origine d'érosion de berge. Les embâcles peuvent également constituer de véritables barrages qui augmentent la ligne d'eau en amont, ce qui peut favoriser les inondations et aggraver les dégâts en cas de crue. Enfin, ils sont à l'origine d'une pollution par les macrodéchets des plages et des eaux littorales.

La gestion des embâcles dépend des conditions climatiques et hydrologiques : des événements exceptionnels peuvent induire des modifications du programme en cours.

Ces travaux ont pour objectifs :

- Assurer la sécurité des personnes et limiter les dégâts matériels par le maintien du libre écoulement en crue ;
- Réduire l'apport de macrodéchets sur les plages ;
- Limiter le risque inondation et le risque de pollution.

Ainsi, les travaux d'entretien liés à l'enlèvement des embâcles sont des travaux nécessaires pour réduire la vulnérabilité de la population et des biens face au risque inondation.

5. Périmètre de la DIG

La CACPL prend en charge l'ensemble des travaux d'enlèvement des dépôts sédimentaires et de retrait des embâcles car ces opérations résultent de phénomènes naturels d'érosion et de transport solide ou d'actes d'incivisme ne pouvant être directement imputés à la responsabilité d'un unique propriétaire riverain.

L'Agglomération Cannes Lérins prend donc en charge l'enlèvement des embâcles anthropiques et naturels et le traitement des dépôts sédimentaires situés en partie privée sur les bassins versants des vallons de la présente DIG.

De plus, la DIG permet aux agents de l'agglomération Cannes Lérins et de ses prestataires de circuler sur les parties privées afin de contrôler le bon état de l'entretien de la végétation. Ce type d'entretien est quant à lui soumis à une procédure de travaux commis d'office.

5.1. Procédure de travaux commis d'office

L'entretien de la végétation d'un cours d'eau reste à la charge des propriétaires riverains (article L. 215-16 du Code de l'environnement).

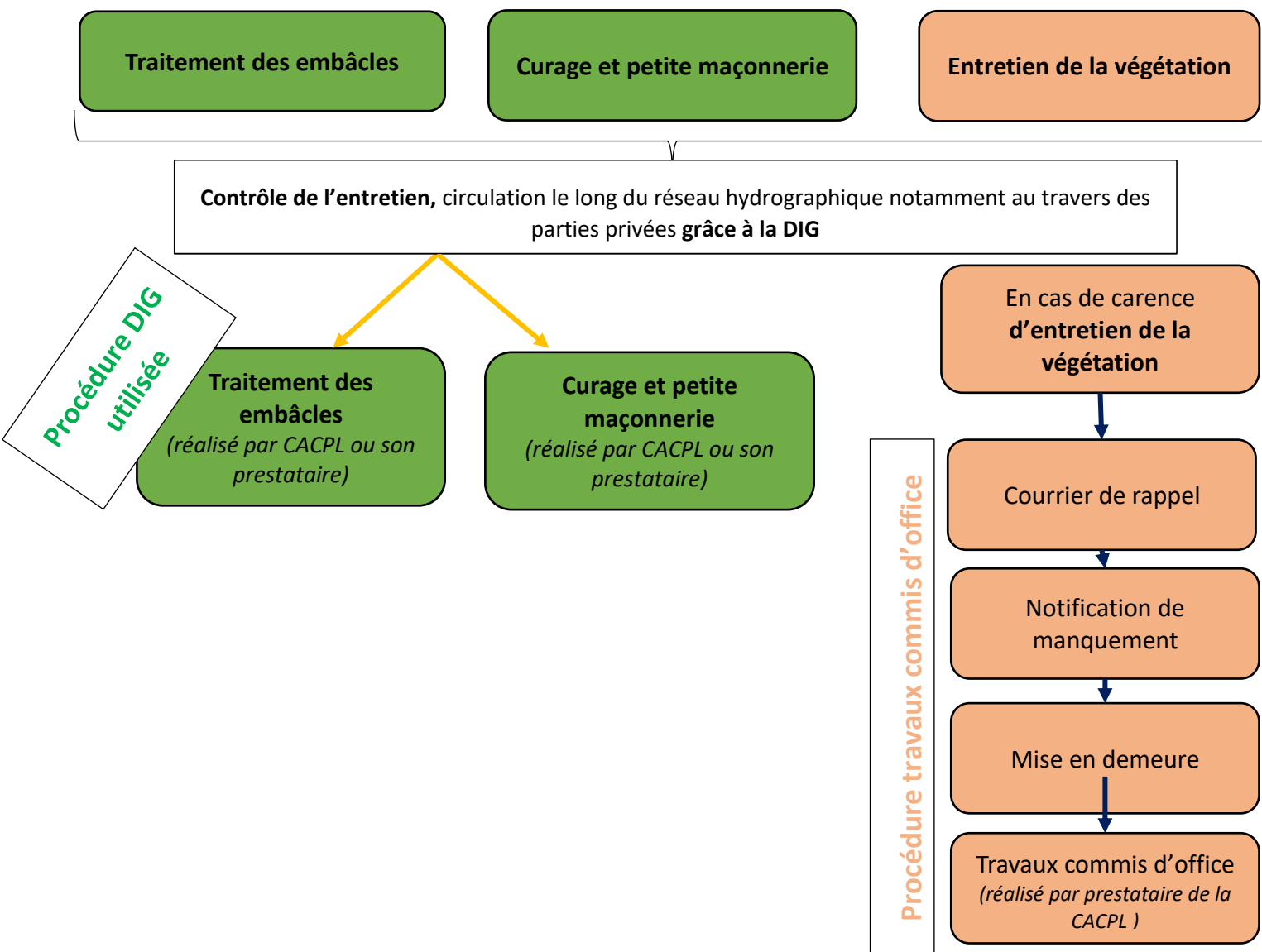
Si une **carence d'entretien de la végétation** de la part du propriétaire est avérée à travers les contrôles effectués dans le cadre des contrôles une procédure de travaux commis d'office est engagée.

En cas de défaillance et en vertu de l'Article L. 215-16 du code de l'environnement :

Si le propriétaire ne s'acquitte pas de l'obligation d'entretien régulier qui lui est faite par l'article L. 215-14, la commune, le groupement de communes ou le syndicat compétent, après une mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai déterminé dans laquelle sont rappelées les dispositions de l'article L. 435-5, **peut y pourvoir d'office à la charge de l'intéressé**. Le maire ou le président du groupement ou du syndicat compétent émet à l'encontre du propriétaire un titre de perception du montant correspondant aux travaux exécutés. Il est procédé au recouvrement de cette somme au

bénéfice de la commune, du groupement ou du syndicat compétent, comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

5.2. Schéma récapitulatif du périmètre de la DIG



6. Intérêt général des travaux

6.1. Enjeux de la zone d'intérêt général

Outre l'épisode meurtrier du 3 octobre 2015, les communes de Cannes, du Cannet et de Mougins ont encore récemment été durement touchées par les épisodes pluvieux brefs et intenses successivement intervenus le 22 - 23 novembre et le 1er décembre 2019 qui nous ont rappelés le rôle majeur des ballons dans les évacuations des eaux pluviales. Le dérèglement climatique favorise la fréquence et l'intensité de ces épisodes pluvieux, mettant en péril la sécurité des riverains, de plus en plus touchés (la fréquence et l'intensité de ces événements augmentent en parallèle).

Le ruissellement pluvial constitue un enjeu important sur le territoire cannois, en raison de la **forte imperméabilisation des sols**, de la topographie et de l'**intensité des précipitations** caractéristiques du climat méditerranéen qui peuvent provoquer d'importantes crues.

De plus, chaque pluie charrie des sédiments, des détritiques et des déchets divers. Des atterrissements de sédiments se forment sur les portions des vallons à faibles pentes. Les orages par effet de chasse génèrent un apport important de macrodéchets sur les plages cannoises.

Près de **70 % du linéaire des vallons font partie du domaine privé**. Afin de garantir une gestion globale efficace, il est indispensable de procéder à un **entretien régulier** pour maintenir les vallons et les ouvrages en état de fonctionnement optimal. Cela permettrait de réduire les dégâts lors des inondations et de limiter les coûts d'intervention post crue.

Le SIAUBC a engagé en 2014 en partenariat avec la ville de Cannes une réflexion relative à l'entretien et la gestion des vallons pluviaux pour lutter contre les inondations et la pollution de la baie de Cannes (Plan vallons). En 2015, le SIAUBC a dressé l'inventaire des propriétaires riverains en charge de l'entretien des vallons. Une campagne de sensibilisation auprès des riverains concernés a été effectuée, par l'envoi en août 2015 d'un courrier (Ville de Cannes/SIAUBC) et d'une plaquette rappelant les obligations d'entretien (action renouvelée en août 2016). Par ailleurs, le syndicat réalise annuellement des états des lieux des vallons. Les rapports d'inspection mettent en évidence la nécessité d'un entretien accru (présence de dépôts sableux dans sections artificielles, végétation insuffisamment entretenue,...).

Depuis novembre 2017 des DIG d'entretien ont été mises en place sur certains cours d'eau et vallons du territoire permettant à la CACPL d'assurer pleinement son rôle de gestionnaire des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI).

6.2. Importance de l'entretien des cours d'eau

La lutte efficace contre les inondations suppose la mise en œuvre d'un entretien régulier des vallons.

En effet, les intempéries exceptionnelles du 3 octobre 2015 et plus récemment du 22 - 23 novembre 2019 et du 1er décembre 2019 nous ont rappelé le rôle majeur des vallons dans l'évacuation des eaux

pluviales. C'est pourquoi, l'entretien de ces derniers est essentiel pour maintenir les capacités hydrauliques optimales des vallons afin qu'ils remplissent, au mieux, leur rôle en cas de crues.

Cet entretien courant qui revête un caractère d'intérêt général, comprend les travaux suivants :

- l'entretien de la végétation ;
- le retrait des embâcles naturels et anthropiques,
- le curage des sédiments qui peuvent s'accumuler.

Or, une majorité du linéaire des vallons concernés se situent en domaine privé et sont entretenus de façon aléatoire voir insuffisante pour une réelle efficacité en matière de lutte contre les inondations. Afin d'apporter une cohérence aux actions d'entretien sur l'ensemble de la zone d'étude, la CACPL a donc souhaité bénéficier d'une procédure de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) lui permettant d'intervenir en propriété privée. Les interventions sont décrites dans la suite de ce dossier.

6.3. Un projet compatible avec le SDAGE

Institué par la Loi sur l'eau en 1992, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un outil de planification politique de l'eau associant tous les acteurs des bassins. Le SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027, approuvé en mars 2022, définit ainsi pour plusieurs années les grandes orientations en matière de gestion de l'eau et de préservation des milieux aquatiques.

Si les vallons considérés ne sont pas identifiés en tant que « masses d'eau », les eaux côtières réceptrices appartiennent à la masse d'eau FRDC08e – « Pointe de la Galère - Cap d'Antibes » (sous bassin Golfes de Lérins).

Le programme d'entretien prend également en compte les espèces floristiques et faunistiques remarquables.

Ainsi, le projet est compatible avec le SDAGE, en particulier avec les Orientations Fondamentales suivantes :

- OF5 « Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé » ;
- OF8 « Augmenter la sécurité des population exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement des milieux aquatiques »

III. MEMOIRE EXPLICATIF

1. Description des interventions dans le cadre de la DIG

1.1. Curage et travaux de petite maçonnerie

- Curage dans les sections artificialisées
- Travaux de petite maçonnerie consistant à reprendre ponctuellement le radier du vallon si ce dernier est artificiel, ou autres.

1.1.1. Modalités d'intervention

Le curage est réalisé au moyen d'une tête de curage, ou d'une mini pelle.

Les matériaux prélevés seront évacués vers des filières adaptées en fonction de leur qualité au regard des seuils S1 de l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins.

Ces interventions auront lieu en période de basses eaux (vallons à sec) pour éviter le risque de pollution du littoral. Des précautions seront prises pour réduire au maximum ce risque (mise en place d'un barrage filtrant de type bottes de pailles). En outre, les périodes de pluie seront évitées. Une surveillance des bulletins météorologiques sera assurée.

1.1.2. Fréquence de l'entretien

Les curages seront pratiqués pour des épaisseurs de dépôt dépassant 10 % de la section hydraulique. Selon les événements météorologiques, d'autres curages pourront être nécessaires.

Afin de ne pas faire supporter des coûts trop forts, un linéaire de plus de 10% des sections artificialisées sera curé durant la période de la DIG (5 ans), soit 2% du linéaire par an.

1.1.3. Coûts associés

Le coût estimé pour le curage des dépôts et des travaux de petite maçonnerie s'élève à **150 € HT /ml**. Un surcoût est possible en fonction de la qualité des sédiments.

1.2. Traitement des embâcles naturels et anthropiques

Le retrait et la destruction ou l'évacuation vers des filières appropriées, des embâcles trouvés.

1.2.1. Modalités d'intervention

Le retrait s'effectue soit manuellement pour les moins volumineux ou au moyen d'engins de levage ou des pelles, depuis la berge.

Les embâcles anthropiques (vélos, déchets domestiques,...) sont retirés et acheminés vers les filières existantes et adaptées de gestion des déchets.

1.2.2. Fréquence de l'entretien

A la suite des interventions de la première année de la DIG qui consistait à retirer les embâcles repérés lors des prospections, la CACPL procède maintenant à l'enlèvement des embâcles au cas par cas. Les interventions ont donc généralement lieu après une crue, ou un signalement

1.2.3. Coûts associés

Le coût d'une intervention dépend de la dimension des obstacles à retirer, pouvant aller de 50 à 1 000 € HT. Un coût moyen de **600 €HT par unité** a été retenu pour les embâcles naturels et **600 €HT pour l'intervention sur site** pour l'enlèvement d'embâcles anthropiques.

2. Description des interventions par procédure de travaux commis d'office ou sur les parcelles publiques

2.1. Débroussaillage des herbes, entretien de la végétation

La gestion de la végétation du lit et des berges consiste en des travaux d'entretien courant de la végétation sur les sections naturelles et les sections artificielles.

2.1.1. Modalités d'intervention

A travers la DIG, les agents de la CACPL ou leurs prestataires peuvent circuler et contrôler l'état d'entretien de la végétation du lit et des berges.

En cas de carence avérée des propriétaires, la CACPL enclenche la **procédure de travaux commis d'office** décrite précédemment. Un premier courrier d'information rappelant les obligations est envoyé au propriétaire. Si l'entretien n'a toujours pas été assuré, un deuxième courrier de notification de manquements et d'avertissement d'une éventuelle mise en demeure est transmis. En cas d'inaction du propriétaire un troisième courrier de mise en demeure lui est envoyé fixant les délais dont dispose ce dernier afin de régulariser l'état du cours d'eau. En conséquence du non-respect de ce délai, les travaux seront commis d'office et un courrier d'information des travaux commis d'office effectués lui est transmis.

Les travaux sont réalisés par un prestataire mandaté par l'Agglomération Cannes Lérins. L'entretien « classique » consiste en un débroussaillage et en des coupes sélectives.

Le débroussaillage consiste en la coupe des buissons gênants à l'aide d'une débroussailleuse, d'une scie manuelle ou d'une cisaille d'éclaircie.

La coupe sélective consiste en l'abattage ou l'élagage des arbres pouvant basculer dans le lit ou sur les berges, et le maintien des jeunes sujets. L'abattage est une opération généralement préventive, appliquée aux sujets fortement inclinés (gîte supérieur à 30 ° par rapport à la verticale) visant à prévenir la chute et les conséquences qui en découlent.

- Ces travaux sont menés de manière à permettre le développement d'une végétation arborée de taille moyenne et la conservation de la strate arbustive. Ces opérations seront réalisées selon « les règles de l'art ». En particulier une diversité des espèces d'arbres, arbustes et arbrisseaux sera conservée. Pour chaque espèce, une diversité des classes d'âge sera aussi conservée : jeunes plants, arbres adultes.
- Les branchages seront coupés au ras du tronc sans entamer le bourrelet existant afin de favoriser la cicatrisation. Les arbres et arbustes seront coupés le plus bas possible et les souches ne seront pas arrachées mais coupées au ras de la berge afin de conserver le réseau racinaire qui stabilise la berge.
- Les végétaux seront évacués en haut de berge. Pour le bois coupé et les broussailles, la distance de stockage à la rive devra être inférieure à 5 m. Le bois d'une section supérieure à 10 cm sera tronçonné en longueur de 1 mètre et dégagé pour éviter son entraînement en cas de crue. Il sera évacué rapidement en déchetterie, ou valorisé dans les filières adaptées existantes. Il en est de même pour les branchages et broussailles

2.1.2. Préconisations pour la prise en compte des milieux naturels et des espèces envahissantes

- Imposer le débroussaillage manuel. Cette pratique est peu impactante pour les espèces à enjeux ;
- Eviter de porter atteinte aux espèces floristiques et faunistiques sensibles par respect du calendrier écologique à minima. Les agents en charge de ces opérations, seront de plus sensibilisés et formés à la reconnaissance de ces espèces afin de les éviter ;
- Préconisations pour limiter la propagation du Mimosa d'hiver (*Acacia dealbata*)
 - Réaliser un entretien régulier (1 passage par an) sur le secteur colonisé par le Mimosa d'hiver. Effectuer les interventions suivantes :
 - Arrachage manuel des jeunes plants,
 - Coupe des individus intermédiaires et matures,
 - Pour les plus gros individus (diamètre du tronc supérieur à 25 cm), après la coupe à ras du tronc, recouvrir la souche par un plastique de 1 m², à recouvrir à son tour de terre (sur une épaisseur de 20 à 30 cm). Cette action prive la souche de lumière et empêche l'apparition de rejet. Chaque souche doit être balisée par un piquet (fer à béton avec embout de protection) afin que chaque plastique soit récupéré 1 an après leur pose. Cependant, cette mesure n'est pas pertinente pour les individus les plus proches du lit du vallon, pour lesquels le passage répété des crues emporterait rapidement les matériaux de recouvrement. Pour les grands individus (diamètre tronc supérieur à 25 cm) localisés à proximité directe du ruisseau (<3m), il est préconisé une

- action complémentaire : Coupe des arbres et arrachage mécanique des souches, ceci avec export de l'ensemble des rémanents ligneux vers filière adaptée (racines, troncs, branches),
- Export des rémanents ligneux vers une filière spécifique de traitement des déchets vert invasifs.
- Répétition de ces actions d'entretien tous les ans à la même période (été ou automne).
- Nettoyage systématique sur site des engins afin d'éviter l'export de graines vers des sites non contaminés. En particulier, nettoyage au jet d'eau haute pression directement sur site des pneus et des chenilles ayant été en contact avec la terre, et ce en retrait du vallon pour ne pas affecter l'aval.
- Préconisations pour limiter la propagation du Robinier Faux-Acacia (*Robinia pseudoacacia*)
 - Réaliser un entretien régulier (1 passage par an) sur le secteur colonisé par le Robinier Faux-Acacia. Effectuer les interventions suivantes :
 - Coupe des jeunes individus répétés tous les ans ;
 - Maintien des individus matures en place et coupe des jeunes rejets en place à leur pied.
 - Export des rémanents ligneux vers une filière spécifique de traitement des déchets vert invasifs.
 - Nettoyage systématique sur site des engins afin d'éviter l'export de graines vers des sites non contaminés. En particulier, nettoyage au jet d'eau haute pression directement sur site des pneus et des chenilles ayant été en contact avec la terre.

3. Calendrier prévisionnel d'entretien pluriannuel

Concernant le calendrier global de la procédure de travaux d'office, les propriétaires seront appelés à faire l'entretien de la végétation entre Avril et juin. Les travaux par substitution par l'Agglomération Cannes Lérins seront réalisés entre mi- aout et fin novembre. Cette période sera également propice pour les travaux d'enlèvement des dépôts sédimentaires, des embâcles et les travaux de petites maçonneries.

Vallon de La Foux													
ACTIONS	Unité	Coût unitaire (€)	Quantité	Année1 (€)	Quantité	Année2 (€)	Quantité	Année3 (€)	Quantité	Année4	Quantité	Année5	TOTAL (HT)
Curage	m	150	200	30000	100	15000	100	15000	100	15000	100	15000	90 000
Traitement des embâcles	u	600	10	6000	6	3600	6	3600	6	3600	6	3600	20 400
travaux de petites maçonneries	m	150	10	1500	10	1500	10	1500	10	1500	10	1500	7 500
	TOTAL (HT)		37 500		20 100		20 100		20 100		20 100		117 900

L'investissement total sur les 5 prochaines années est donc estimé à 117 900 € HT.

ANNEXES

CACPL

Pôle Cycles de l'Eau

28 Bd du Midi Louise Moreau, 06150, Cannes



CACPL

Pôle Cycles de l'Eau

28 Bd du Midi Louise Moreau, 06150, Cannes



ANNEXE 1

CADRE REGLEMENTAIRE DE LA D.I.G.

DEVOIRS ET OBLIGATIONS DES PROPRIETAIRES RIVERAINS

Les riverains des cours d'eau non domaniaux bénéficient de droits plus étendus que ceux des cours d'eau domaniaux. La contrepartie en est le respect de certaines obligations listées ci-après.

- **L'entretien régulier du cours d'eau**

Les riverains sont tenus, aux termes de **l'article L.215-14 du Code de l'Environnement**, à un entretien régulier du cours d'eau visant à maintenir ce dernier dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique. Les travaux considérés dans le cadre de l'entretien du cours d'eau sont l'élimination des embâcles, la suppression des débris et des atterrissements, l'enlèvement des flottants ou non par élagage ou recépage de la végétation des rives.

- **L'entretien des vallons**

L'ensemble des vallons n'est pas considéré comme un cours d'eau au sens de **l'article L. 215-7-1 du code de l'environnement**. S'agissant d'un lieu d'écoulement naturel des eaux pluviales, ce sont les dispositions du code civil relatives aux servitudes d'évacuation des eaux pluviales, et du code de l'environnement relatives aux fossés qui s'appliquent.

Au titre de la **réglementation des eaux pluviales du code civil**, les **articles 640 et 641** fixent les règles relatives aux servitudes dites d'eau pluviale et régissent les rapports entre fonds voisins s'agissant de l'écoulement des eaux. Ainsi, en application de **l'article 640 du code civil**, les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement. Le propriétaire du fonds supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. Le propriétaire du fonds inférieur ne peut être contraint à accepter la réalisation d'un ouvrage sur son propre fonds pour remédier à une aggravation de la servitude causée par le propriétaire du fonds supérieur.

Aux termes de **l'article 641**, tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds. Si l'usage de ces eaux ou la direction qui leur est donnée aggrave la servitude naturelle d'écoulement établie par **l'article 640**, une indemnité est due au propriétaire du fonds inférieur.

- **La protection du patrimoine piscicole**

Il s'agit de la contrepartie de l'exercice du droit de pêche ; en effet au titre de **l'article L. 432- 1 du Code de l'Environnement**, le propriétaire détenteur de ce droit se doit « de participer à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques. A cet effet, il ne doit pas leur porter atteinte et, le cas

échéant, il doit effectuer les travaux d'entretien, sur les berges et dans le lit du cours d'eau, nécessaires au maintien de la vie aquatique ».

Précisons que, au titre de ce même article, cette obligation peut être le cas échéant être prise en charge par une association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique ou par la fédération départementale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique qui, en contrepartie, exerce gratuitement le droit de pêche pendant la durée de la prise en charge de cette obligation. Cette durée peut être fixée par convention. En cas de non-respect de l'obligation de participer à la protection du patrimoine piscicole et des milieux aquatiques, les travaux nécessaires peuvent être effectués d'office par l'administration aux frais du propriétaire ou, si celui-ci est déchargé de son obligation, aux frais de l'association ou de la fédération qui l'a prise en charge.

ENTRETIEN PAR SUBSTITUTION DES PROPRIETAIRES RIVERAINS DEFAILLANTS

L'absence d'entretien sur les cours d'eau non domaniaux et le non-respect des devoirs des riverains peuvent être palliés par la **prise en charge des travaux par une collectivité publique au titre de l'article L. 211-7 du Code de l'Environnement**.

Dans le cadre de la présente DIG, la CACPL souhaite rappeler la responsabilité de chaque propriétaire riverain dans l'entretien du vallon.

Ainsi la maîtrise d'ouvrage a choisi la démarche suivante concernant l'obligation d'entretien de la végétation sur les parcelles privées :

- Rappel du caractère d'intérêt général de l'entretien par les propriétaires de la végétation du vallon sur leurs parcelles privées,
- Vérifications de terrain par les agents de la CACPL ou prestataires accompagnés d'agents assermentés sur chaque parcelle,
- Elaboration de constat de l'entretien ou des carences d'entretien pour les propriétaires sur l'état d'entretien de leur section révélé par le diagnostic,
- Mise en œuvre des mesures de police administratives ou judiciaires en cas de carence et intervention d'office aux frais du propriétaire.

En cas de défaillance des propriétaires (constatée dans le cadre d'une procédure contradictoire), les mesures de police administrative et judiciaire seront mises en œuvre pour faire respecter l'obligation d'entretien de la végétation sur leur fond à travers la procédure de travaux commis d'office.

- **Pouvoir de police administrative au titre de la sécurité et du risque inondation**

Le maire est dépositaire de pouvoirs de police administrative, notamment dans le cadre de la gestion du risque inondation, sur le fondement des articles du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) :

- Article L. 2122-24 du CGCT dispose que : « Le maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département, de l'exercice des pouvoirs de police, dans les conditions prévues aux articles L. 2212-1 et suivants. »
- Article L. 2212-1 du CGCT précisant que « Le maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département, de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'Etat qui y sont relatifs. »
- Article L. 2212-2 du CGCT : « La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment [...] : 5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure ; »

- **Police judiciaire au titre de l'entretien des fossés**

En application de l'article R. 216-13 du code de l'environnement :

« Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe le fait :

1° De détruire totalement ou partiellement des conduites d'eau ou fossés évacuateurs ;

2° D'apporter volontairement tout obstacle au libre écoulement des eaux. »

En l'occurrence, cette infraction est réprimée d'une amende de 5eme classe, soit 1.500€, portée à 3.000€ en cas récidive (art. 132-11 du code pénal). Cette mesure de police judiciaire pourra venir sanctionner les propriétaires qui ne procèdent pas à l'entretien de la végétation, en complément du dispositif de police administrative précité.

ANNEXE 2

ATLAS CARTOGRAPHIQUE ET PARCELLAIRE

CACPL

Pôle Cycles de l'Eau

28 Bd du Midi Louise Moreau, 06150, Cannes



CACPL

Pôle Cycles de l'Eau

28 Bd du Midi Louise Moreau, 06150, Cannes



ANNEXE 3

INVENTAIRE FAUNE FLORE HABITAT

CACPL

Pôle Cycles de l'Eau

28 Bd du Midi Louise Moreau, 06150, Cannes



ANNEXE 4

DELIBERATION DIG DU VALLON DE LA FOUX